FR. F 23618 A
Case
FRC
23618

OBSERVATIONS

MORALES ET POLITIQUES

Sur les Journaux détracteurs du 18e. ſiècle, de la Philoſophie & de la Révolution.

EXTRAIT DU JOURNAL DE PARIS.

LES journaux dont il eſt queſtion ici ſont le Journal des Débats, la Gazette de France *&* le Mercure. *Mais c'eſt ſur-tout au* Journal des Débats *que s'eſt attachée notre cenſure, parce que c'eſt la feuille la plus répandue, & qui propage le plus les faux principes & les mauvais ſentimens. La Gazette de France a peu d'abonnés; le Mercure preſque point.*

Depuis long-temps les amis de la patrie éprouvoient, à la lecture du Journal des Débats, *un mal-aiſe qu'il étoit difficile de définir & même de s'avouer. L'art des rédacteurs avoit ſu mêler à la dépreſſion continuelle des principes, des hommes & des choſes de la révolution, un éloge ſi pompeux de la religion & du chef de l'état, qu'on n'oſoit ſonder les inten-*

THE NEWBERRY LIBRARY

tions qui les animoient, ni se défier des effets qu'ils devoient produire. L'opinion publique se corrompoit chaque jour, & personne n'osoit découvrir la cause de son altération.

Mais enfin l'audace des rédacteurs s'enfla; leur impudence n'eut plus de bornes; ils attaquèrent avec violence tout ce que la littérature & les sciences offroient d'hommes distingués; ils mirent le siége devant les théâtres, devant les établissemens d'instruction publique. Ils établirent, comme règle de critique, que les ouvrages littéraires devoient être jugés sur le personnel des auteurs, & que l'injure ne pouvoit être trop énergique contre les personnes quand elles avoient eu part à la révolution. Ils répandirent dans le public que le gouvernement autorisoit leur ton & leur langage, & à force d'impudence ils parvinrent à faire croire à quelques dupes que leur impudence étoit approuvée. D'odieuses espérances s'élevèrent dans les esprits malveillans; d'absurdes craintes troublèrent quelques esprits crédules; les foibles furent découragés; quelques lâches crurent qu'il étoit temps de changer de parti. Mais le grand nombre, toujours composé des hommes qui respectent les bienséances, qui aiment le talent, qui chérissent le gouvernement, se souleva; la

patience publique se lassa, & l'indignation générale, trop long-temps retenue, éclata.

Les circonstances qui avoient favorisé l'audace du Journal des Débats, ajoutoient à la nécessité de la réprimer. Le moment marqué pour l'expédition d'Angleterre s'approchoit; le chef de l'état devoit quitter la capitale pour commander ou diriger cette expédition; l'or de l'Angleterre arrivoit de toutes parts à Paris; les assassins de Londres, Edimbourg & Varsovie s'y rassembloient; des projets de subversion générale y circuloient : tout menaçoit la seule tête sur laquelle reposent nos destinées. C'étoit le moment sans doute de rallier les patriotes humiliés, de rendre à la constitution les honneurs dont les papiers publics l'avoient dépouillée, de s'élever contre l'affreux système qui, frappant autour du PREMIER CONSUL *tout ce qui fait le soutien de sa puissance, l'isoloit aux yeux des ennemis de la patrie, & sembloit leur indiquer le point où il suffisoit de frapper pour tout détruire. Il étoit temps de replacer, entre sa poitrine & les poignards, les hommes & les institutions qui pouvoient annoncer aux malveillans qu'un crime leur seroit inutile.*

Nous nous persuadâmes, dans de telles cir

conſtances, que cette tâche qui entroit dans nos devoirs, ne ſeroit pas au-deſſus de nos forces, & qu'il étoit poſſible, à l'amour de la patrie, d'effacer par un papier public les mauvaiſes impreſſions qu'un autre avoit pu faire. Nous crûmes qu'il n'étoit pas d'occupation par où un citoyen pût mieux mériter de la patrie, que celle de répandre la lumière ſur le ſyſtême des feuilles qui avoient corrompu l'opinion.

Nous allons imprimer ſucceſſivement, & dans leur ordre de date, les différens articles publiés à cet effet dans le Journal de Paris. *Nos premières hoſtilités eurent pour objet la vengeance des hommes-de-lettres. Notre déclaration de guerre eſt à la fin d'un long extrait d'un nouvel ouvrage de M. Volney ſur les Etats-Unis d'Amérique. Voici ce qui le terminoit.*

Fin de l'extrait du Voyage de M. Volney en Amérique, feuille du 29 nivôſe.

« . . . . Nous avons été bien aiſes de ſaiſir une occaſion ſi favorable de donner un exemple de critique à-la-fois ſévère & bienveillante, dans un temps où l'on n'a pas rougi de mettre en principe qu'on devoit juger les ouvrages par le

perſonnel des auteurs, & où l'on a mis en pratique de calomnier d'avance les perſonnes, pour qu'il n'y ait point d'incertitude dans le jugement des ouvrages.

» Enfin, nous avons conſidéré que le temps dont nous diſpoſerions pour l'ouvrage de M. de Volney, écrivain célèbre, ne ſeroit diſputé ou réclamé par aucun autre ouvrage de quelqu'intérêt : car il faut le dire : les lettres ſont en ce moment frappées de ſtérilité, tous les travaux littéraires ſont arrêtés, toutes les plumes ſont glacées, une ſorte de terreur règne dans les eſprits. Et faut-il s'en étonner ? La licence de quelques journaux perturbateurs, accueillis par l'eſprit de parti qu'ils alimentent, exerce ſur la preſſe une odieuſe tyrannie. Tous les eſſais ſont repouſſés, tous les ſuccès conteſtés, toutes les réputations attaquées, tous les établiſſemens d'inſtruction publique aſſiégés, les lumières, la gloire du grand ſiècle qui nous a vu naître, décriées. On ne ſait où prendre des modèles : on ne ſait où trouver des juges. On ne peut, on ne veut déſapprendre ce que cent années ont enſeigné d'utile & de beau ; & l'on ſent d'un autre côté qu'il ſeroit dangereux de laiſſer voir ces nobles richeſſes. Une eſpèce de tribunal révolutionnaire étouffe la raiſon, &

fait avorter les talens entre le siècle qui vient de finir, & celui qui commence, inspirant la double crainte & de partager les reproches dont il accable l'un, & d'attirer les persécutions dont il ose armer l'autre. Telle est aujourd'hui la situation de la littérature & des sciences.

» On dit que parmi les ennemis de la raison & de la gloire nationale, il se trouve des hommes consacrés au plus respectable ministère. Certes, si la calomnie, l'injure, l'impudence ont des autels parmi nous, il est croyable que cette ligue en réunit les pontifes. Mais si l'on parle d'hommes consacrés à cette religion dont la morale ne respire qu'indulgence, bonté, amour des autres, ce ne peut être que d'indignes apostats (1) ».

---

(1) Dès le 2 nivôse, quelques jours après que le Journal des Débats eût publié un article d'un M. Félès contre l'athénée, le Journal de Paris imprima la plaisanterie suivante.

ESCALADE DE L'ATHÉNÉE.

Pendant que vous entretenez le public des dispositions faites pour une descente en Angleterre, & que vous fixez tous les regards sur les rivages de la Grande-Bretagne, vous ne voyez pas qu'il vient de s'opérer une descente de quelques *sharpers* au beau milieu de Paris, qu'en ce moment ils ont mis le siège devant tous les *ouvrages*

Le rédacteur du Journal des Débats ſe chargea pour les autres journaux & pour le ſien, pour ſes collaborateurs & pour lui-même, de répondre à cette première attaque, & il déclara dans ſa feuille du 30 nivôſe « que SA » CENSURE n'étoit redoutable pour les ennemis » de la tranquillité & de l'ordre, que parce » qu'ELLE A LA SANCTION de tous les BONS

---

avancés de la république des lettres, & qu'ils livrent l'aſſaut à l'*Athénée*, tout à côté du Palais-Royal, & ſous les créneaux du tribunat! Ils ſont arrivés ſur une flotille de bateaux *plats*, très-plats. On a beaucoup parlé, il y a quelques années, de vaiſſeaux de *carton* que vouloit conſtruire le ci-devant marquis Ducreſt, frère de M.me de Genlis : les bâtimens que montent les *ſharpers* ſont de papier. Ce papier eſt d'une eſpèce particulière qu'on appelle *of the ſtrifes*, ou *of the debates*. Ce n'eſt pas la première fois qu'ils viennent à Paris ; mais les années paſſées ils ont eu peur de la police. La guerre leur a donné de l'audace. On a découvert le chemin qu'ils ont pris, & le paſſage par où ils ſe ſont introduits : ils ſe ſont pourvus de munitions dans un *royal-dock-yard* (port royal), & ſont entrés à Paris par un égoût dont on avoit eu l'imprudence de laiſſer la grille ouverte. On dit que c'eſt par là qu'ils s'en retourneront. Je vous ſouhaite, meſſieurs, des correſpondans plus attentifs à ce qui ſe paſſe ; je vais tâcher de voir de près ces meſſieurs de la flottille ; je vous en parlerai.

Le Balayeur.

» *citoyens*, DE TOUS LES AMIS DU GOUVER-» NEMENT, *des mœurs & des lois.*» *Il appela* délation *l'accuſation la plus publique qui jamais eût été faite, & l'accuſation la plus publique du délit le plus public, le plus ſolemnel, le plus permanent qui eût jamais été commis. Il aſſure, au reſte, que cette* délation *vient d'une* ſource impure, &c., *& redouble d'ailleurs d'injures contre les hommes-de-lettres. Le ſurlendemain parut dans le Journal de Paris un ſecond article que voici :*

De l'Oppression des Lettres par les Journaux.

Extrait du Journal de Paris du 2 pluviôſe.

Il faudroit être dénué de ſens pour ne pas reconnoître la foibleſſe, quelquefois l'abſurdité des ouvrages nouveaux qui naiſſent & meurent chaque jour ſur nos théâtres; il faudroit être ennemi de la gloire des lettres qui fait une partie ſi brillante de la gloire nationale, pour prétendre que le public & les journaliſtes doivent ſouffrir patiemment les témérités des hommes ſans talent, les erreurs & les négligences de tous les autres. Mais auſſi il faudroit être ennemi aveugle de tous les talens qui peuvent

honorer les nouvelles deſtinées de la France, pour ne pas voir qu'en haine de ces deſtinées, ils ſont tous aujourd'hui voués à l'inſulte, aux humiliations, au néant par des journaliſtes qui en ont juré (Dieu ſait à qui) l'important ſacrifice; & qu'il eſt devenu impoſſible de conſerver quelque gloire littéraire, abſurde d'y prétendre après les plus longs travaux, dangereux & funeſte d'en concevoir l'ambition : en un mot, que la carrière eſt fermée, que toute émulation eſt éteinte, & qu'il n'y a plus que des écoliers téméraires qui oſent ſe haſarder : de ſorte que ceux qui affectent de déplorer le mal, en ſont les véritables auteurs.

Il y a des gens qui vous diſent que le vrai talent franchit toutes les barrières, & qu'il eſt bon d'en élever de hautes & d'impénétrables devant la médiocrité. Il eſt vrai que la plupart de nos grands poëtes ont franchi les obſtacles que leur oppoſoit leur famille, ou leur état; des barrières de ce genre qui empêchent la *ſortie de la maiſon*, & non l'entrée de la carrière, on les franchit aiſément quand la carrière eſt brillante, qu'on y voit d'illuſtres concurrens, que tous leurs pas y ſont ſuivis par des yeux bienveillans, que leur ardeur y eſt réveillée ou ſoutenue par des applaudiſſemens, & qu'enfin la gloire attend

les vainqueurs au but, & les couronne. Mais quel attrait peut offrir cette carrière, quand tous les jours dix mille feuilles de journaux provoquent ſur les concurrens qui la parcourent, les outrages de cent mille lecteurs, & tous les reſſentimens d'une terrible révolution?

On nous dit auſſi que les critiques, même les ſatyres du ſiècle de Louis XIV, n'ont pas empêché les belles productions qui ont aſſuré à ce ſiècle l'immortalité la plus glorieuſe. Nous répondrons que les critiques ou les ſatyres littéraires les plus ſaillantes, ne peuvent avoir une influence comparable à celle d'un médiocre journal dans certaines circonſtances. Les critiques ou les ſatyres littéraires ne ſont lues que des gens du monde & des gens de lettres; & elles n'empêchent pas que le public, juge ſuprême des productions de l'eſprit, ne demeure dans une indépendance parfaite, & dans ſon impartialité naturelle entre les auteurs & les juges de profeſſion. Le public laiſſé à ſon indépendance, ne demande aux arts d'*imagination*, que de l'amuſer ou de l'intéreſſer : ſes jugemens ſont dictés par ſon plaiſir ou ſon ennui. Ainſi les auteurs jugés dans des pamphlets par des critiques ignorans ou envieux, ont un recours ouvert contre l'ignorance & l'envie. Mais

quelle eſt leur reſſource, quand des journaux quotidiens, inſtitution toute nouvelle, inconnue au ſiècle de Louis XIV, s'emparent tous les matins de toute perſonne qui ſait lire, la ſaiſiſſant au ſaut du lit, lui intiment les premières impreſſions de ſa journée; quand à la ſuite d'une révolution, ils invóquent les préventions politiques au ſecours des déciſions littéraires, les paſſions du parti vaincu dans une guerre civile à peine étouffée, contre les talens qui ſont la gloire du parti victorieux. Alors, certes, alors la juſtice du public eſt corrompue; le principe naturel de ſes jugemens n'exiſte plus; il ſe défend des impreſſions de peine ou de plaiſir qui devoient dicter ſon jugement, qui devoient être ſon jugement même. Alors il n'y a plus de tribunal; le juge ſuprême eſt honteuſement ſubjugué; le public eſt ſous la dépendance d'un tyran ſubalterne, dont il n'a plus qu'à prononcer les arrêts. Voilà ce que produit, après les révolutions, un journal inſpiré par l'eſprit de parti. Mais revenons.

Qui donc croira ſentir en ſoi *du ciel l'influence ſecrète*, lorſqu'il comptera, lorſqu'il reconnoîtra les victimes immolées depuis trois ans par nos journaux? qui oſera ſe croire plus favoriſé d'Apollon que Voltaire? qui oſera

ſe promettre des ſuccès, quand les ſiens ſont conteſtés ? Qui oſera ſe dire : je recevrai au moins des encouragemens, quand MM. Ducis, Chénier, Arnault, Lemercier, Legouvé, Andrieux, Collin-Harleville, hommes diſtingués à qui l'art peut reprocher des erreurs, mais à qui l'on ne peut refuſer du talent, quand de tels hommes, jugés indignes d'une critique décente & de conſeils inſtructifs, ſont indignement repouſſés ? Quel homme né dans ce *dix-huitième ſiècle* ſi honteuſement outragé, quel homme ayant traverſé cette révolution dont tous les temps & tous les principes ſont ſi indignement confondus, ne craindra l'inſulte & l'outrage de la part de gens qui, après s'être fait une loi d'injurier, ſans retenue, tout homme qui a partagé quelques-unes des opinions du dix-huitième ſiècle & de la révolution, ont oſé mettre en principe qu'il falloit juger les ouvrages par le perſonnel des auteurs (1) ? Quel homme ſe plaira même à ſignaler

(1) Le rédacteur du Journal des Débats dit, dans la feuille du 21 frimaire, qu'*il eſt bon de juger l'auteur encore plus que l'ouvrage*, & que ſi Corneille & Racine avoient été philoſophes *il ſiffleroit leurs tragédies*.

M. Fiévée dans la feuille du 18 & du 23 frimaire recommande de ne pas ménager les injures, & il a trouvé

aujourd'hui ſon talent en honneur du gouvernement, s'il a remarqué la double perfidie qui dernièrement a fait attribuer à celui de nos poètes ſur qui le ſyſtème des injures s'eſt le plus exercé, un chant civique compoſé par un autre, qu'on avoit quelque raiſon de ménager (1)?

Il ne faut pas fermer les yeux à l'évidence; le ſort de tout le ſiècle qui commence dépend d'un ſévère examen du ſyſtème qui gouverne aujourd'hui la littérature. Le ſort de la révolution & du gouvernement n'en dépend peut-être pas moins; car les mêmes hommes qui ont écraſé les lettres, tendent à miner toutes les magiſtratures, à affoiblir le reſpect public pour tous les citoyens qui les exercent, à diviſer le peuple & l'armée. Cela ne peut-être conteſté puiſqu'enfin tous nos magiſtrats, tous nos guerriers, ſont des hommes du 18.me ſiècle, des

---

cette règle dans la logique du Port-Royal, qu'il explique & développe de la manière la plus parfaitement inintelligible.

(1) M. Fontanes ayant lu dans la ſéance publique de l'Inſtitut du 5 nivôſe dernier une ode patriotique et républicaine, le Journal des Débats imprima le lendemain *que M. Chénier avoit déclamé un morceau de poéſie de ſa compoſition.* Cependant M. Fontanes eſt fort connu de tous les coopérateurs du Journal des Débats.

hommes élevés dans les principes qui ont commencé & terminé la révolution, & qu'il eſt impoſſible de répandre chaque matin dans l'eſprit de cent mille lecteurs, la haine de la révolution & de ſes principes, ſans faire refluer cette haine ſur les hommes qui, depuis douze années, ont le plus honorablement ſervi la patrie.

De l'esprit perturbateur des Journaliſtes.

Extrait du Journal de Paris du 4 pluviôſe.

Ce qui ſe paſſe aujourd'hui au Théâtre Français eſt la fidèle image de ce qui ſe prépare dans l'état. Cette jeuneſſe ignorante & impétueuſe qui, ſans règle de goût & au mépris de toute bienſéance comme de toute raiſon, vient chaque jour livrer l'aſſaut aux auteurs & aux acteurs, ſans que la préſence du chef de l'état leur impoſe ou les modère, où prend elle ſon inſolence, de qui reçoit-elle le ſignal ? C'eſt évidemment de ces feuilles qui, par leurs groſſières inſultes, leurs déclamations injurieuſes, ont toujours préparé la veille les ſcandales du jour & les juſtifient toujours le lendemain. Eh bien, ces mouvemens déſordonnés qui tous les jours ſe répètent au théâtre contre un comédien, contre un poëte, ſont préparés ſourdement par

les mêmes écrits, dans toute la France, contre les magiſtrats. En attribuant aux principes de la révolution tous les maux qu'a entraînés leur oubli, & tous ceux qu'il a été impoſſible de réparer ou de faire ceſſer encore, ils attirent des regards de malveillance & de haine ſur les fonctionnaires inveſtis par la révolution; ils attachent de l'odieux aux fonctions publiques, choſe facile, ſur-tout pour celles qui mettent le magiſtrat dans la néceſſité de demander au citoyen une contribution pour le tréſor public, & au père de famille un de ſes fils pour l'armée.

Ces ſemences de révolte ſont jetées non-ſeulement entre les citoyens, mais encore dans la jeuneſſe, au milieu des écoles que le gouvernement a le plus intérêt de maintenir, dont le chef de l'état nomme les inſtituteurs, & dont l'état fait les frais. Tantôt les élèves de nos grandes écoles de mathématiques, de phyſique, de médecine, liſent dans les journaux que les ſciences enſeignées avec le plus de zèle pour le ſervice de nos hôpitaux, de notre artillerie, de notre marine, deſſéchent les ames & ne ſervent qu'à faire des athées; tantôt les élèves du collége national, qui eſt ſpécialement conſacré à l'étude des lettres, apprennent dans les mêmes feuilles, que le pro-

feſſeur qui leur a été donné par le gouverne ment ſeroit mieux à ſa place ſur les bancs de l'école que dans la chaire du profeſſeur. Une autre fois des reproches d'abſurdité & d'impénétrable obſcurité ſont tranſmis aux élèves de la nation contre leur inſtituteur, dans cette école célèbre qui donne l'ouie aux ſourds & la parole aux muets.....

Rien n'eſt épargné pour la déſorganiſation, & ce qui en rend la préparation plus efficace & le danger plus redoutable, c'eſt que les auteurs de cet affreux ſyſtème entraînent beaucoup d'eſprits mal éclairés, en calomniant une partie de la nation devant l'autre, en faiſant croire, au grand préjudice de la religion, qu'elle eſt l'objet de continuelles attaques & qu'ils en sont les vengeurs, tandis que pas une voix, pas un murmure ne s'élève aujourd'hui contre elle, que la raiſon, la philoſophie, après lui avoir tendu les bras à ſon retour, ſe ſont auſſi courbées devant elle, et qu'enfin, par un miracle réſervé ſans doute pour la gloire du ſage qui l'a rappelée de ſon exil, elle inſpire & reçoit aujourd'hui des reſpects unanimes. Ils trompent auſſi quelques eſprits bornés en ſuppoſant, par une autre calomnie plus perfide encore que la première, l'autorité ſuprême en péril entre les

hommes

hommes qui lui ſont attachés par les plus ſenſibles intérêts, qui ont concouru avec le plus d'ardeur à l'établir, qui ont été les premiers à la reconnoître, qui l'invoquoient avant même qu'elle eût reçu l'exiſtence & dans un temps où ceux qui ſe donnent aujourd'hui pour ſon appui n'étoient connus de nos citoyens que par la vénalité qui les avoit attachés au gouvernement anglais, & de nos défenſeurs que par une obſtination folle à nier les triomphes des armées françaiſes, alors même que l'Europe entière en retentiſſoit. Ils n'épargnent pas aujourd'hui les éloges au chef du gouvernement; mais ces éloges, ſouvent donnés ſur le ton de gens profondément initiés dans les ſecrets du cabinet, et qui approuvent ou qui dirigent, ces éloges, auxquels ſont ſouvent mêlées des inſinuations alarmantes pour un grand nombre de citoyens et des encouragemens perfides pour d'autres, révoltent quelquefois les hommes dévoués au gouvernement, & quand on conſidère dans ſon enſemble la conduite de ceux qui les donnent, on pourroit croire qu'ils n'ont exercé l'art de louer que pour y placer en ſûreté l'art de nuire.

Tant que le gouvernement ſera dans des mains fermes, les paſſions ſeront vainement provoquées; les ennemis de l'ordre le ſavent. Mais

l'eſpérance de profiter d'une ſecouſſe pour un renverſement, eſt pour eux une aſſez belle eſpérance. On ſent aſſez quelle ſeroit en effet la deſtinée de tous les hommes engagés à la république & à ſon chef, ſi le moment funeſte que des journaliſtes ont déjà eu l'indécente idée de célébrer, arrivoit lorſque que la nation ſeroit complétement abreuvée de leurs poiſons, & lorsque toutes les autorités ſecondaires ſe trouveroient vouées d'avance à la proſcription. La perte des plus fidèles citoyens ſeroit inévitable ; les vœux des ennemis de la révolution ſeroient accomplis ſans obſtacle.

.... Mais ſi cette cataſtrophe n'étoit pas la ſeule calamité où nous expoſent les outrages accumulés chaque jour ſur la révolution; s'il arrivoit que les magiſtrats fuſſent entraînés par l'exemple de l'iniquité, ou intimidés par la formidable puiſſance que les journaux paroiſſent exercer sur l'opinion; ſi un génie malfaiſant vouloit qu'ils priſſent l'eſprit répandu dans ces feuilles, & que par une foibleſſe trop ordinaire aux hommes qui changent de principes, ils ſe cruſſent obligés d'outrer ceux du parti auquel ils ſe ſeroient rendus; si un malheur ſi grand, & qui n'eſt pas ſans exemple, pouvoit ſe reproduire, qu'en réſulteroit-il? Que deviendroit la France, grand dieu!

ſi les arbitres de la fortune, de l'honneur, de la vie des hommes, alloient ſe perſuader qu'il eſt devenu honteux & dangereux de ne pas juger aujourd'hui les citoyens ſur leurs opinions religieuſes & politiques? Qu'arriveroit-il ſi les miniſtres de la religion, en ſe comparant aux journaliſtes, alloient craindre de paroître moins zélés que ces hommes ſans miſſion & ſans titre, pour la défendre la croyant attaquée, & ſi dans les accès d'une émulation qu'ils jugeroient louable, ils alloient auſſi mettre en pratique la maxime odieuſe qui eſt aujourd'hui inſcrite ſur la bannière du parti : *Dicere de perſonnis*, tomber ſur les perſonnes..... Je le demande à tous les hommes de bonne foi, quel ſeroit le réſultat de ce ſyſtème? Seroient-ce des troubles civils....., ſeroit-ce..... Mais arrêtons-nous devant une hypothèſe, ſi éloignée de la poſſibilité. Non, nous n'admettrons point que le ſyſtème de flétrir toutes les opinions garantes de la fidélité des magiſtrats, puiſſe les précipiter dans l'oubli d'eux-mêmes; c'eſt trop qu'il les livre aux préventions & aux paſſions les plus malfaiſantes; nous voulons croire, par reſpect pour le ſacerdoce de la religion & pour celui des lois, qu'il eſt facile d'y marquer des victimes, & impoſſible d'y trouver des lâches.

Terminons par une réflexion qu'il nous eſt impoſſible de taire.

Quand une ſociété d'écrivains, entre leſquels l'armée ne reconnoît pas un ſoldat, ni les citoyens un ami de la patrie, s'élève au milieu d'une nation long-temps diviſée, dont une main puiſſante a récemment réuni toutes les parties, dont un eſprit pacificateur s'efforce de réconcilier tous les membres; quand ils y réveillent des ſouvenirs douloureux & des reſſentimens cruels, quand ils ſuſcitent les paſſions les plus violentes contre les principes fondamentaux de la conſtitution de l'état, & que le réſultat de leur ſyſtême ſeroit manifeſtement le rétabliſſement éventuel d'un ordre de choſes dont il faut écarter juſqu'au ſouvenir, tout autoriſe à voir en elle, non une ſociété littéraire, mais une *faction*.

Quand cette faction a quelque temps infecté l'état de ſes principes pervers, qu'elle s'eſt couverte du manteau ſacré de la religion, qu'elle a oſé mêler à ſes fureurs l'éloge hypocrite du chef auguſte de l'état, & enfin qu'elle s'eſt établie à la faveur de la liberté de la preſſe, arrêter le cours de ſes poiſons par l'autorité, ne ſerviroit qu'à développer la contagion de ceux qui ont été diſtribués. Il faut donc laiſ-

ſer la preſſe elle-même en offrir l'antidote ; il faut confondre les ennemis du bien public aux yeux de tous, & les étouffer dans la honte. Nous ne connoiſſons pas une tâche plus digne d'un homme de bien, plus honorable pour un vrai citoyen, pour un Français. C'eſt à ces titres qu'elle nous eſt impoſée, par notre reſpect pour la religion, la morale & le gouvernement.

Ce qu'auroient pu faire de bons citoyens ; ce qu'ont fait les Journaliſtes du parti.

Extrait du Journal de Paris du 7 pluviôſe.

Ce que d'honnêtes gens, amis ſincères de la religion, de la patrie, & du gouvernement, auroient pu faire ſans danger ; même avec utilité, à la ſuite de la révolution, c'auroit été d'attaquer *certaines erreurs*, *certaines opinions* de la philoſophie moderne, qui peuvent être oppoſées à l'intérêt public. Des attaques de ce genre, dirigées avec bonne foi, ſageſſe & vigueur, auroient dégagé les vérités utiles de tout mélange de faux ; elles auroient été ſecondées par tous les hommes raiſonnables, reçues avec un égal intérêt par tous les bons citoyens. Les hommes éclairés auroient même vu avec plaiſir une claſſe

d'écrivains religieux, toujours prête à balancer ceux qui pourroient être tentés d'élever des ſectes philoſophiques & de dominer l'opinion.

Mais attaquer confuſément toutes les idées philoſophiques de tout un ſiècle, appeler du nom de philoſophie le mépris des cultes, la haine du pouvoir, l'anarchie, le brigandage, le maſſacre, la terreur; dénoncer à tous les reſſentimens la philoſophie, comme la cauſe de tous les maux & de tous les crimes de la révolution; attaquer en elle la raiſon humaine, le plus beau don du ciel, comme ennemie de la religion; méconnoître tous les droits des hommes comme incompatibles avec leurs devoirs; calomnier tout le ſiècle qui nous a vu naître, tous les hommes qu'il a produits, qui rendent parmi nous la juſtice, exercent l'adminiſtration, nous défendent de leur épée, & avec eux, tous les principes qui ſervent de fondement au nouveau ſyſtème politique; enfin déchirer indiſtinctement tout homme à qui l'on a donné le titre de philoſophe, faire de ce mot un cri de guerre & de proſcription : cette conduite ne peut appartenir qu'à des ennemis de la religion, de la paix publique, du gouvernement, de la patrie, de l'humanité.

Et quel motif raiſonnable pourroit avoir réuni

contre la philoſophie des hommes de l'ignorance la plus groſſière en politique & en morale, ignorans même en littérature, un ſeul excepté, des hommes qui n'ont pas une idée, pas une opinion dont ils puiſſent rendre compte, & ſeroient fort embarraſſés s'il falloit dire qu'elle eſt, ſur quelque objet que ce ſoit, la doctrine d'un ſeul des écrivains qu'ils déchirent? Je ne demanderai pas comment ils auroient pu ſe meſurer avec le plus foible d'entre ceux-ci : mais je demanderai comment le beſoin de les attaquer ſe ſeroit fait réellement ſentir à leur raiſon & à leur conſcience, leur eſprit étant dépourvu de la faculté d'entendre & peut-être de lire les écrits dont ils trouvent ſi facile de calomnier en maſſe les auteurs? Mais éloignons de notre penſée le perſonnel de ces écrivains; loin de nous ſurtout l'idée de leur appliquer leur maxime *dicere de perſonis*, quoiqu'à leur égard ce ne fût pas beaucoup s'écarter de celle que la raiſon a conſacrée : *dicere de vitiis*. Revenons à leur ſyſtème.

Une manière aſſez ſimple de s'en faire une juſte idée, c'eſt de former le tableau des hommes qu'ils ont inſultés, & d'enviſager ceux qu'ils ont loués depuis une année ou environ. En poéſie, leurs traits ſont tombés principalement ſur MM. Lemercier, Parny, Andrieux, Collin-Harleville,

Arnault, François-Neufchâteau, Carrion-Niſas, Chénier, Lebrun, Ducis; ſur M. Fontanes même; car lorſqu'ils ont mis ſous le nom de M. Chénier le chant civique que M. Fontanes a lu dernièrement à l'Inſtitut, ils ont eu deſſein d'imprimer à cet ouvrage une partie des injures dont ils ont été depuis long-temps ſi prodigues envers M. Chénier.

Les ſénateurs Volney, Cabanis, Garat ont été préſentés par eux comme des philoſophes de doctrine perverſe.

MM. Suard & Morellet, M. Sicard même, à qui l'on ne peut reprocher ſans doute ce qu'on appelle *l'impiété philoſophique*, ont été en butte aux plus groſſières inſultes, depuis que l'inſtitut, établiſſement national qui date de la révolution, les a réunis avec les autres membres de l'ancienne académie françaiſe.

M. de Boufflers a été par eux chargé des plus odieuſes calomnies; & ce qui eſt plus odieux encore, a vainement demandé que ſa réponſe fût imprimée dans la feuille qui avoit publié l'outrage.

Dénués de prétexte ou d'occaſion pour attaquer nos Laplace, nos Lagrange, nos Berthollet, nos Lacépède, nos Monges, nos Fourcroy, avans chers à la France, reſpectés dans l'Eu-

rope, placés aux premiers rangs dans l'état, comme ils le ſont dans les ſciences; ils les attaquent collectivement, en invectivant contre le ſavoir qui les diſtingue, & en préſentant toujours l'enſeignement des ſciences naturelles, comme des chaires publiques d'athéiſme.

Rouſſeau, Voltaire ſont en lambeaux dans leurs feuilles. Diderot, dont ils auroient pu être juges, s'il n'avait fait que les bijoux indiſcrets, mais en qui ils ne peuvent reconnoître un digne émule de Bacon, le plan de l'Encyclopédie étant un ouvrage au-deſſus de leur portée, Diderot eſt ſous leurs pieds.

Ils ont, juſqu'à préſent, reſpecté dans Monteſquieu l'auteur de l'Eſprit des Loix; mais avec quel mépris ont-ils parlé de l'auteur des Lettres perſanes?

Enfin, & ceci reſſembleroit à de la folie, leur réſolution eſt ſi bien priſe contre le 18.me ſiècle tout entier, qu'ils ont diſtingué dans Maſſillon, le prédicateur du ſiècle de Louis XIV & celui du ſiècle de Louis XV: trouvant celui-ci dégénéré & atteint de la corruption du 18.me ſiècle, corruption ſi contagieuſe, qu'elle en fut, pour ainſi dire, rétroactive!

A quels hommes, à quels écrits, ſont réſervés au contraire, les éloges des journaliſtes

dont nous parlons ? Il ſuffit d'en nommer un qui donnera une juſte idée de l'eſprit qui a dicté leurs feuilles : C'eſt l'*Eſprit de l'Hiſtoire*, ce livre où Monck, le déplorable Monck eſt propoſé pour modèle au vainqueur de l'Europe, au conquérant de nombreuſes & opulentes provinces, au ſage, au héros, par qui la nation françaiſe a déclaré qu'elle vouloit être gouvernée.

GRIEF CAPITAL contre les Journaux de la faction.

Quand ils n'auroient haſardé ni inſinuations dangereuſes, ni opinions répréhenſibles, concernant l'organiſation politique de l'état, on n'en ſeroit pas moins en droit de leur reprocher l'eſprit de haine, de vengeance qui éclate contre la révolution dans tout ce qu'ils écrivent. On pourroit leur reprocher d'exciter toujours une guerre ſourde, quand le gouvernement fait tout pour la paix ; & de réveiller toutes les haines, quand le gouvernement fait tout pour la concorde. On pourroit leur reprocher & cette défiance qu'ils inſpirent au citoyen contre le magiſtrat, & cette alternative qu'ils impoſent au magiſtrat, ou d'imiter leur partialité dans l'exercice de l'autorité & de la tourner contre les principes dont

elle eſt l'ouvrage, ou de voir l'opinion égarée ſe tourner violemment contre lui. On pourroit leur reprocher leur animoſité contre les vainqueurs, ſi contagieuſe entre les vaincus, après une guerre civile, & cet eſprit de réaction qu'ils exaltent & enveniment ſans ceſſe.

Leur animoſité a été un des moyens par leſquels ils ſont parvenus à multiplier leurs lecteurs. Dire des injures à tous les hommes qui ont pris quelque part à cette révolution dont tout le monde à eu à ſe plaindre, même ceux de qui l'on s'eſt plaint davantage, & à qui il arrive ſi ſouvent aujourd'hui d'oublier les griefs qu'ils ont donnés contre eux pour ne ſe ſouvenir que de ceux qu'ils ont contre les autres; dire ces injures avec une groſſièreté telle qu'elles ſoient entendues de la multitude, ſont deux expédiens au moyen deſquels on eſt ſûr de voir la multitude ſe diſputer les feuilles qui lui ſont offertes. La haine des fureurs de la révolution eſt aujourd'hui la paſſion la plus générale. Quiconque en parle mal, eſt ſûr de ſatisfaire une haine perſonnelle, un reſſentiment particulier. Chaque lecteur en liſant les accuſations qui ſont faites contre elle, a la ſatisfaction de lire l'accuſation d'un parent, d'un voiſin, qui de ſon côté croit la même choſe d'un autre. Chacun goûte ainſi

le plaiſir de la vengeance, en croyant garder les honneurs de la modération, & s'attache à la feuille qui ſe charge de diſtribuer pour lui les injures.

Cependant quel piége eſt tendu ſous cette officieuſe animoſité ! En tournant l'eſprit de la multitude contre les excès de la révolution, on l'entraîne bientôt dans la haine de la révolution elle-même, on amène les citoyens à rompre de leurs propres mains les liens qui les ont unis pendant ſon cours; à méconnoître les intérêts qui leur ſont devenus communs; à diſſoudre ainſi le parti victorieux, & à mettre chacun de ceux qui le compoſoient dans une poſition humiliante devant le parti vaincu ? Et voilà ce qui eſt tout près d'arriver, ſi les citoyens n'y prennent garde.

N'eſt-il pas trop manifeſte que les journaux du parti, en attaquant aujourd'ui la révolution toute entière, ſans réſerve ni diſtinction, en l'attaquant par ſes principes, en l'attaquant juſques dans la littérature, & la philoſophie du 18.e ſiècle, ne reconnoiſſent un peu d'honneur & de raiſon qu'aux français qui ſont ſortis de France, qu'aux français qui ſe ſont armés contre leur pays, & qu'ils ne montrent dans ceux qui l'ont défendu que des ennemis de leur patrie, ou de mépriſables imbé-

cilles ? N'eſt-il pas trop manifeſte que, dans leur ſyſtême incivique, les rebelles ſont les vrais citoyens, les citoyens n'ont été que des factieux puniſſables ? N'eſt-il pas trop manifeſte que, par leurs principes, les hommes à qui le gouvernement a bien voulu accorder une amniſtie, & qu'il a mis ſous la ſurveillance du magiſtrat, ſont appelés à s'aſſeoir ſur le tribunal pour faire le procès aux citoyens & aux magiſtrats ? Qui ne voit que déjà les journaux ont entamé ce procès, que déjà ils ont intenté l'accuſation & la pourſuivent ; que chaque jour les courriers de l'état, courant ſur toutes les routes, les bureaux des poſtes de l'état établis dans toutes les villes, portent ſous le ſceau de l'état dix mille feuilles qui diſtribuent aux amniſtiés une éclatante approbation de leurs principes, & aux bons citoyens la condamnation des leurs ? N'eſt-il pas trop notoire que déjà un bon citoyen eſt forcé de rougir & de s'éloigner quand il voit dans les mains d'un émigré une feuille du Journal des Débats ; sûr que quelques lignes flétriſſantes regardent les patriotes ? Quel nom donner à une feuille qui fait du rebelle un bon citoyen, du bon citoyen un lâche, de l'amniſtié mis en ſurveillance, un juge appelé à tout ſurveiller, & du magiſtrat nommé par le parti vainqueur, un accuſé ? Si ce n'eſt là une

feuille contre-révolutionnaire, ce titre ne pourra être appliqué à rien; car celle-ci fait plus que prêcher la contre-révolution, elle l'opère.

On n'a point calculé jusqu'à ce jour les ravages que les gazettes quotidiennes peuvent opérer dans le système social, après de longs orages, chez des peuples légers & passionnés dont il est naturel qu'elles deviennent la seule lecture. L'histoire ne peut nous fournir aucune instruction sur ce sujet, puisque cette institution est toute nouvelle. Les journaux quotidiens ont ajouté à la force de l'imprimerie, ce que l'imprimerie a ajouté à celle des autres moyens de communication qui existoient antérieurement entre les hommes. Les gouvernemens ne se défient point assez de cette puissance nouvelle.

Si pendant le règne de Henri-le-Grand, après les guerres de la ligue, il avoit paru chaque matin des gazettes qui eussent provoqué la haine des catholiques contre les protestans, comme aujourd'hui plusieurs journaux provoquent la haine des catholiques contre les philosophes, c'est-à-dire des émigrés contre les personnes de la révolution, il est manifeste que le dix-septième & le dix-huitième siècles tout entiers auroient été en proie à la guerre civile. Si en Angle-

terre même, la multiplication des papiers-nouvelles quotidiens, avoit eu lieu immédiatement après les guerres civiles de la révolution, & s'ils s'étoient livrés à toute la fougue de l'esprit de parti, ces guerres dureroient encore.

L'article inséré dans le Journal de Paris du 4 pluviôse fit perdre toute mesure au rédacteur du Journal des Débats. Après avoir accusé de nouveau le Journal de Paris de délation, accusation tout aussi juste cette fois que la précédente, il prit le parti d'affronter les principes de la constitution, de s'en déclarer l'ennemi, de mettre lui-même à découvert la doctrine subversive dont on lui faisoit un reproche, & de s'armer hautement des torches de la contre-révolution. Ce redoublement d'audace exigea une résistance proportionnée, & l'auteur des articles, précédemment insérés dans le Journal de Paris, rédigea en conséquence une accusation générale des journaux qu'il avoit attaqués.

Lorsqu'il étoit prêt à la faire imprimer éclata la découverte de la conspiration tramée contre le PREMIER CONSUL. *Cette circonstance, qui étoit une raison de plus pour publier la défense de la constitution & l'apologie de la république contre ses audacieux détrac-*

teurs, fit cependant adoucir les expreſſions qui tomboient directement ſur la faction ; l'auteur voulut bien admettre que les feuilles qu'il cenſuroit pouvoient être le réſultat d'un concours fortuit d'opinions irréfléchies & d'écrivains inconſidérés.

Des Journaux qui, pour faire la contre-révolution, la ſuppoſent faite.

Extrait du Journal de Paris du 26 pluviôſe.

Lorſqu'on a vu nos premières obſervations ſur les outrages prodigués à la philosophie et au dix-huitième siècle, quelques personnes ont pu se demander quelle raison pouvoit donc déterminer un citoyen à se constituer le défenseur de la philosophie du dix-huitième siècle, cette dénomination ne s'appliquant pas à un corps de doctrine professé dans quelqu'école, ou généralement avoué, mais seulement à un assemblage confus d'idées abstraites, nées dans plusieurs têtes, à un mélange d'opinions diverses, souvent disparates, dans lesquelles on fait entrer et d'où l'on rejette ce qu'on veut. On a pu se demander aussi comment il pouvait se donner pour vengeur des philosophes, lorsqu'on ne voit nulle

part

part de corporation de philosophes, d'écoles de philosophes, et que ce titre peut se prendre ou se refuser aussi comme on veut; comment enfin il pouvoit se donner pour le vengeur d'un siècle dont la gloire et le blâme paroissent, au premier coup-d'œil, fort étrangers au siècle ou nous vivons.

C'est pour ces gens-là que nous avons dit : les attaques livrées au dix-huitième siècle, et à la philosophie, tombent sur la révolution, sur les hommes qu'elle a mis en place, sur ses principes, et enfin, sur le gouvernement qui en est la grande et importante conséquence; quand on attaque la philosophie du 18.me siècle, c'est le gouvernement du 19.me qu'on attaque; quand nous défendons les philosophes, c'est le gouvernement que nous défendons.

Une si grave accusation a pu paroître un effet de l'irritation excitée par la dispute; beaucoup de gens occupés de leurs affaires, amollis par les plaisirs, jetés dans la dissipation, jouissant, dans l'oubli de tout intérêt public, d'un bien-être long-tems inconnu, peuvent être disposés à regarder comme aussi chimériques qu'importunes, des craintes néanmoins fondées sur les plus sinistres symptômes. D'autres ont pu ne pas saisir les rapports qui unissent des objets aussi diver.

que le gouvernement actuel et la philosophie ou la littérature du 18.me siècle, et ne pas comprendre comment le renversement de celles-ci pouvoit avoir pour effet la ruine de l'autre. Enfin la répugnance naturelle aux cœurs généreux, et la défiance naturelle aux consciences scrupuleuses pour toute accusation grave, ont pu éloigner quelques personnes d'adopter celle que nous avous intentée au tribunal de l'opinion publique.

Encore que les personnes demeurées dans l'incertitude ne soient pas nombreuses, du moins si nous en jugeons par les témoignages d'estime multipliés, et les honorables approbations qui ont été le prix de notre dévouement, il nous semble que nous leur devons, que nous nous devons à nous-mêmes, la satisfaction de les convaincre, & que nous aurions des reproches à nous faire, si nous laissions des dupes honorables à la faction; nous pensons enfin qu'il sera bon pour l'esprit public, de démontrer, jusqu'à l'évidence, l'existence du système de subversion qui menace le gouvernement établi.

Que ce système soit plutôt celui du journal, que celui des journalistes unis; qu'il soit plutôt le résultat indélibéré du concours de plusieurs ennemis de la révolution, qu'une combinaison faite

et arrêtée dans chacune des têtes qui entrent dans ce concours; que parmi les coopérateurs du système, leurs guides et leurs conseils, il se trouve des hommes plutôt inofficieux que mal intentionnés pour le gouvernement, peut-être même bienveillans, mais attachés à de vieilles idées, ignorans, passionnés, présomptueux (1); que l'unique mobile du grand nombre des auteurs, directeurs, entrepreneurs, &c. soit un vil intérêt, un instinct de cupidité à qui n'a pu échapper cette vérité confirmée ensuite par l'expérience, que le secret des grands profits, surtout à la suite d'une révolution violente, est dans l'art de flatter les passions des mécontens; c'est ce que nous ne prétendons pas décider, au moins en ce moment : et c'est aussi ce qu'il importe fort peu d'éclaircir. S'il

(1) On a dit mille fois qu'en jetant au hasard des caractères d'imprimerie, on ne feroit pas l'*Iliade*. Personne n'en doute. Mais il n'est pas incroyable qu'en rassemblant au hasard douze ou quinze personnes qui auroient chacune à se plaindre d'une partie de la révolution, et à se louer du reste, et à qui l'on diroit de composer un journal où ils ne parleroient que de ce qui les a blessés, ces douze ou quinze écrivains ne fissent le journal le plus parfaitement contre-révolutionnaire.

existe des journaux factieux, les journalistes qui les font, doivent être appelés une faction, jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'ils sont des insensés, ou des mercénaires, ou de misérables machines qui ne savent ce qu'elles font.

Venons donc à notre thèse.

D'abord il résulte inconteſtablement de l'enſemble des articles répandus depuis pluſieurs années dans les feuilles dont il s'agit : que *la philoſophie* du 18.me ſiècle, *l'eſprit philoſophique*, n'eſt aux yeux des auteurs, *que l'anarchie, l'indépendance* & *l'égoïſme réduits en principes*, & ce réſumé eſt fait dans une de ces feuilles même (1).

Il en réſulte encore que ce ſont *l'indépendance* & *l'égoïſme réduits en principes* qui ont produit la révolution, que l'anarchie & la révolution ſont une ſeule & même choſe.

On voit enfin par les mêmes articles que les auteurs ont travaillé ſans relâche *à graver dans tous les cœurs la haine de la révolution & de ſes principes*, & ils le déclarent eux-mêmes dans une de leurs feuilles (2).

Ainſi il eſt bien établi & hautement avoué

(1) *Journal des Débats*, du 4 pluviôse an 12.
(2) La feuille déjà citée, du 4 pluviôse an 12.

que l'on a voulu flétrir la philoſophie pour faire haïr la révolution & ſes principes.

Maintenant il ne faudroit pas un raiſonnement bien étendu pour établir qu'en travaillant à inſpirer la haine des principes de la révolution, on travailloit à inſpirer la haine des conſéquences, & il ne faut pas beaucoup de réflexion pour voir que le gouvernement actuel eſt la conſéquence de la révolution & la conſécration de ſes principes. Par ce mot de gouvernement, nous entendons ici les pouvoirs publics & ceux qui ſont prépoſés à leur exercice. Perſonne n'ignore que nos magiſtratures, inſtituées ſur les principes de la révolution, ſont généralement exercées par des hommes de la révolution, choiſis, non parmi ceux qui l'ont ſouillée par de mauvaiſes actions, ou empoiſonnée de principes deſtructeurs; mais parmi ceux qui en ont profeſſé les principes originels & leurs ſages conſéquences. On ſait que les armées de la république ont combattu ſous des drapeaux qui n'ont été bénis que par la victoire; on ſait que les héros qui les ont conduites à la gloire ont tiré leur bravouvre, non de l'orgueil de leur naiſſance, mais de leur amour pour la patrie, de leur enthouſiaſme pour l'égalité, grands & premiers mobiles de la révolution. On ſait & l'on n'a pas encore

oublié sans doute, que le pouvoir consulaire, lui-même & l'investiture de ce pouvoir deux fois donnée à BONAPARTE par la souveraineté du peuple deux fois consultée, sont deux conséquences des principes de la révolution; on sait enfin, que quand les magistratures de tous les genres ont été instituées & conférées, les hommes qui voudroient aujourd'hui gouverner la France étoient en Angleterre, en Allemagne, dans la Vendée, ou étoient passés des clubs, où ils avoient figuré en bonnet rouge en 1793, dans les tavernes & dans les tabagies.

Nous pourrions donc nous arrêter ici, & conclure, que, de l'aveu de la faction, ou du moins de son principal organe, elle est ennemie du gouvernement.

Mais elle ne veut pas que cet aveu soit traduit d'une manière si explicite, soit qu'y trouvant quelqu'inconvenance & quelque danger, elle ait la double prétention de faire la joie, l'espérance & le ralliement des ennemis secrets du gouvernement, & de rester néanmoins cachée aux amis de l'ordre actuel jusqu'à un moment plus favorable, soit qu'elle n'ait pas la puissance d'aller jusqu'aux premières conséquences d'un principe, & de voir que cet aveu qu'elle ne veut pas faire, est renfermé dans ceux qu'elle a faits.

Quoi qu'il en ſoit, elle emploie pour en impoſer aux amis du gouvernement, ou ſe tromper elle-même, de ſinguliers expédiens. Le premier eſt de feindre qu'en attaquant la révolution, elle croit ſeconder le gouvernement lui-même : *Ne voyez-vous pas*, diſent ſes feuilles, *que la plus grande gloire du gouvernement eſt d'avoir* ANÉANTI CETTE RÉVOLUTION, D'EN AVOIR FLÉTRI LES PRINCIPES * ?

Que ſignifient ces paroles, que la gloire du gouvernement eſt d'avoir anéanti la révolution ? Cela ne veut-il pas dire d'avoir fait une contre-révolution ? Or, avancer une ſemblable propoſition, n'eſt-ce pas s'inſcrire en faux contre ce qu'a dit le gouvernement, au moment où il a été établi ? N'eſt-ce pas l'accuſer de parjure ? N'eſt-ce pas déſavouer tout ce qu'il a fait, ſes lois, ſes inſtitutions ? N'eſt-ce pas nier ſes droits, ſon exiſtence ?

Voici d'abord ce que nous a dit le chef de l'état, le 24 frimaire an 8, dans une proclamation franche, courte, énergique, comme tout ce qui ſort de ſa plume.

« La conſtitution eſt fondée ſur les vrais » principes du gouvernement repréſentatif, ſur

* Propres paroles écrites dans le Journal des Débats du 4 pluviôſe dernier.

»les droits sacrés *de la propriété*, *de l'égalité*, »*de la liberté*. Les pouvoirs qu'elle institue se»ront forts et stables. La révolution est fixée »*aux principes qui l'ont commencée* : elle est »finie. *Signé* BONAPARTE. »

Quand le chef de la nation dit, d'une manière aussi solennelle, que la révolution est *fixée aux principes* qui l'ont commencée, et qu'elle *est finie*, qui peut autoriser des journaux à dire à l'Europe entière que la gloire du gouvernement est de l'avoir anéantie, que sa gloire est d'avoir flétri ses principes ?

Ces principes que la proclamation du 24 frimaire an 8, a proclamés, la loi portant établissement de la légion d'honneur, les a de nouveau consacrés à la fin de l'an 10, & le serment prêté chaque jour par les citoyens nommés à cette légion, est un engagement spécial de les défendre. Le voici ce serment : Celui qui le transcrit ici en possède l'autographe dicté par le chef du gouvernement, & corrigé de sa main, ainsi que le reste de la loi.

« Je jure, sur mon honneur, de me dévouer »au service *de la république*, à la conservation de son territoire dans son intégrité, à »défense *de son gouvernement*, *de ses lois*, »& des propriétés qu'elles ont consacrées *de*

» *combattre par tous les moyens que la juſtice* » *la raiſon & les lois autoriſent*, toute en- » *treprise tendante à rétablir le régime féodal*, » à reproduire les titres & les qualités qui en » étoient l'attribut; enfin, *de concourir de tout* » *mon pouvoir au maintien de la liberté & de* » *l'égalité.* »

Eſt-ce au moment que le gouvernement engage l'élite des citoyens aux principes de la révolution par un pareil ſerment, & les unit par une forte aſſociation, qu'on peut dire que la gloire du gouvernement eſt d'avoir flétri les principes de la révolution? N'eſt-ce pas le comble de la démence ou de de la licence, d'imputer la flétriſſure du nouveau ſyſtème au créateur & au fondateur de la légion d'honneur, & de n'avoir pas prévu les vengeurs que trouveroient en elles l'égalité & la liberté?

Au fond, prétendez-vous nier que la conſtitution n'ait poſé, et que le ſénatus-conſulte du 16 thermidor an 10, n'ait affermi les véritables baſes du gouvernement repréſentatif, en établiſſant la propriété, tous les genres de propriétés, pour fondement du pouvoir légiſlatif?

Prétendez-vous nier qu'elle n'ait aſſuré, par ce corps repréſentatif, la liberté, & qu'elle ne l'ait fortifiée en donnant plus d'importance & de

dignité à la place du chef qui doit le préſider?

Prétendez-vous nier qu'elle n'ait donné à la propriété plus de ſolidité, non-ſeulement en la conſacrant après les atteintes qu'elle a eſſuyées pendant un accès momentané de la révolution, mais encore, en continuant de la préſerver de la féodalité, qui, comme l'a remarqué récemment le conſeiller d'état Portalis, dans ſon diſcours au corps légiſlatif *ſur la Propriété*, en étoit l'oppreſſion, & ſurtout en la mettant ſous la ſauve-garde d'un corps légiſlatif dont elle eſt l'élément?

Prétendez-vous qu'elle n'ait rien fait, & que le gouvernement n'ait rien laiſſé ſubſiſter de ce qu'elle a fait pour l'égalité, en admettant tous les citoyens à toutes les magiſtratures, à tous les grades militaires, à toutes les dignités; en remplaçant ainſi l'honneur & l'émulation de quelques-uns par l'honneur & l'émulation de tous; en préférant aux fils des grands hommes, les grands-hommes, aux deſcendans des héros, les héros; en mettant la gloire acquiſe avant la gloire héritée?

Prétendez-vous que le gouvernement, en rétabliſſant le culte, en aſſurant à ſes miniſtres les reſpects qui leur avoient été trop long-temps refuſés, ait auſſi rétabli le clergé en

corporation politique, & que le concordat en ait refait le premier des deux ordres privilégiés? Prétendez-vous que la création de la légion d'honneur, ſoit le rétabliſſement de l'ancien patriciat, & des anciennes familles patriciennes dans leurs priviléges? Y a-t-il aujourd'hui des intérêts de claſſes ou un intérêt commun? la choſe des privilégiés, ou la choſe publique, *Res-publica?* un chef de la nobleſſe, ou un chef de l'état? un roi ſéodal, ou un magiſtrat ſuprême nommé par la nation? Enfin, pour couronner ce ſyſtème & le garantir, la volonté ſouveraine de la nation n'a-t-elle pas voulu que le ſucceſſeur du chef de l'état, & les ſucceſſeurs de ceux-ci remplaçaſſent à jamais la troiſième dynaſtie, qui n'exiſtoit plus que de nom?

Enfin, peut-on penſer que le gouvernement ait fait la contre-révolution, ait pu vouloir la faire dans les choſes, dans les principes, dans les perſonnes, ne pouvant le ſoupçonner d'avoir voulu la faire ſur lui-même? N'auroit-il pas vu que détruire tout ce qui l'environne & le ſoutient, ne pouvoit ſervir qu'à l'iſoler & à montrer à l'ennemi où il faudroit frapper? Et auroit-il pu douter des dangers de ce ſyſtème de deſtruction partielle, ayant vu, pendant deux ans, qu'en même temps qu'on minoit ſous ſes

pieds l'autorité à Paris, on désignoit sans relâche sa tête aux assassins dans les papiers de Londres ?

Non, tout ce qui existe aujourd'hui n'appartenoit pas à l'ancienne constitution ; rien de conforme aux principes de la révolution n'est aboli dans le système qu'elle a établi. Rien de tel ne peut l'être, car jamais le pouvoir n'a changé de mains par une révolution, sans changer aussi de nature. On ne gouverne pas à des époques différentes par des moyens semblables. Les titres d'un temps ne sont pas ceux d'un autre. Charlemagne souffrit qu'un pape mit sur sa tête, non la couronne royale, mais la couronne impériale. Mais quand il eut affermi l'empire, il voulut que son fils Louis le Débonnaire au lieu de la recevoir du pape, la prît lui-même sur l'autel. Si Charlemagne eût vécu du temps de Clovis, il eût reçu la couronne non à l'église, mais au Champ de Mai, non au pied de l'autel, mais sur le Pavois. Si Charlemagne & Clovis eussent vécu de nos jours, ils eussent voulu recevoir la suprême puissance de la souveraineté du peuple, la tenir d'une élection nationale avant de la faire consacrer par une onction religieuse. On ne gouverne les peuples que par leurs opinions, parce qu'après tout, les peuples, quand ils veulent, sont

plus forts que les gouvernemens. Mais que parlons-nous de peuple ! De tout temps il a existé des empires, des états, des peuples ; aujourd'hui il existe des Nations. Cette révolution, dès longtemps préparée par la religion chrétienne, qui a la première enseigné aux hommes la liberté & l'égalité, mais effectuée par la multiplication des capitaux & la division des métiers, suites de la propriété, suite elle-même de la civilisation, cette révolution est une de celles qui ne rétrogradent jamais, parce que leur principe réside dans la nature des choses. Tout peuple qui n'est pas une nation en Europe tend à le devenir. Les princes sages préviennent cet effor pour le modérer & le diriger. Partout les maximes des gouvernans sont adoucies ; la condition du peuple est améliorée, sa dignité reconnue : ce n'est que des droits des citoyens que se peut tirer aujourd'hui le droit de les gouverner.

Comment comprendre donc que la révolution vous paroisse anéantie ? Il est impossible d'expliquer cette illusion, si ce n'est par quelques lignes très-frappantes du livre de M. Ferrand, dont vous avez été les apologistes. « Le » grand point, » dit-il en parlant de la contre-révolution d'Angleterre « avoit été d'abord de » revenir à l'*ordre naturel des choses*, qui, en

» fait de gouvernement, eſt l'unité. Le ſecond, » étoit de revenir à l'*ordre légal des perſonnes*. » Monck y parvint, en ſuivant ſans précipita- » tion la pente du cœur humain ; il le laiſſa » faire ; & c'étoit aſſez.» (*Eſprit de l'Hiſtoire*, t. III ; p. 478.) C'eſt à la ſuite de ce morceau que M. Ferrand invoque un *Monck ſecond*... Il appelle ainſi le grand-homme *qui ſauroit favoriſer le repentir d'un peuple preſſé de réparer les erreurs d'une nuit déſaſtreuſe*. Lorſque les journaliſtes que nous attaquons aſſurent que la révolution eſt anéantie, n'eſt-ce pas parce que croyant voir l'*ordre naturel des choſes* rétabli, ils ſe perſuadent, à l'exemple de M. Ferrand, que l'*ordre légal des perſonnes* ne peut manquer de s'enſuivre ; qu'il ne s'agit que de *ſuivre ſans précipitation la pente du cœur humain*, & de *le laiſſer faire*? Si ce n'eſt là le ſens de cette étrange aſſertion, que *la révolution eſt anéantie*, elle n'en a aucun, & leur prétexte, pour attaquer la révolution, s'évanouit.

Quoi qu'il en ſoit, ce prétexte fortifie notre accuſation ; car c'eſt un moyen aſſuré, non-ſeulement de mettre à l'aiſe les déclamateurs les plus outrés, mais encore d'humilier, de décourager les hommes qui, en ſe dévouant à la révo-

lution, en supportant les sacrifices qu'elle a entraînés, ont cru embrasser au moins une réformation utile, et des principes amis de l'humanité c'est une manière de mettre à la mode une sorte de mépris pour elle, & de faire passer ce mépris dans le ton général de la société ; car rien n'attire plus de mépris en France que la chose déclarée surannée ; c'est une manière ou de susciter une espèce d'opinion contre les fonctionnaires qui voudroient encore en conserver les maximes ; ou de les en faire rougir & de les déterminer à en faire une solemnelle abjuration. En deux mots dire que la contre-révolution est faite, est un des moyens les plus efficaces de la faire.

DES Journaux qui se disent vengeurs & protecteurs du POUVOIR.

Extrait du Journal de Paris du 27 pluviôse.

Un autre expédient des journaux de la faction, c'est de se donner pour amis, vengeurs, protecteurs, conservateurs du pouvoi, & de présenter les hommes de la révolution comme des partisans de l'anarchie.

D'abord qui êtes-vous, quand vous dites nous aimons le gouvernement ; qui sommes-

nous, nous à qui vous dites vous en êtes les ennemis?

Parlez-vous de vous comme journaliſtes, ou parlez-vous de votre ſociété comme d'un corps qui repréſente la religion?

Voulez-vous dire, nous, tels & tels journaliſtes, ſommes amis du gouvernement? Nous répondrons, c'eſt-là la queſtion, c'eſt ce qu'il faut voir, c'eſt ce que nous verrons tout à l'heure.

Voulez-vous dire, nous, organes de la religion, à ce titre nous ſommes amis du pouvoir? En ce cas, notre réponſe eſt ſimple et nette; vous n'êtes point les organes de la religion, vous êtes les inſtigateurs des paſſions les plus oppoſées à ſes principes, les plus contraires à ſon rétabliſſement. Vous êtes les contempteurs du concordat & de ſes baſes. Votre acharnement ſur les principes et ſur les hommes de la révolution, les ſouvenirs que vous ne ceſſez de rappeler & de déchaîner contr'eux, ſont non-ſeulement une éclatante & ſcandaleuſe infraction de l'acte qui rétablit le culte catholique en France, un obſtacle au retour de cet eſprit de paix, de concorde, de charité, qui caractériſe la religion chrétienne, mais de plus un obſtacle à l'accompliſſement des devoirs qu'elle impoſe, en éloignant de la chaire de vérité & du tribunal de la pénitence,

une

une multitude de citoyens qui craignent de trouver là les passions dont vous donnez l'exemple, & ne veulent pas s'exposer à se voir traiter en rebelles vaincus & en criminels confondus, par des gens envers qui ils se sont piqués d'être vainqueurs généreux, après avoir été, sur le champ de bataille, citoyens dévoués & courageux.

Voulez-vous dire enfin plus simplement : la religion est amie du pouvoir ? Nous répondrons, oui ; elle est amie du pouvoir, & c'est une des raisons pourquoi la philosophie est amie de la religion, & l'a rappelée de son exil ; oui la religion est amie du pouvoir ; mais elle n'a pas besoin de vous, qui ne cessez de travailler à son déshonneur, pour obtenir de la philosophie ce témoignage qui lui est universellement rendu. Aussi n'est-ce pas elle qui fait la guerre à la philosophie, c'est vous qui êtes en guerre avec la religion, la philosophie, tout ce qu'il y a de bon & d'utile à la société, & c'est entre vous & elle qu'il faut juger.

Qui sont les hommes de la révolution à qui vous reprochez leur inimitié pour le pouvoir ? Sont-ce des particuliers, des individus, des sociétés ? Nommez les personnes, les corps. Est-ce comme philosophes que vous les attaquez ? Mais tous les hommes qui ont pris part à la

révolution ne ſont pas des philoſophes; et où eſt le corps des philoſophes ?

Eſt-ce enfin la *philoſophie*, que vous déclarez ennemie du pouvoir? En ce cas, dites-nous d'abord ce que vous entendez par philoſophie. Si l'on demande aux journaux de la faction en quoi conſiſte la philoſophie moderne, celle du 18.me ſiècle, celle qui a préparé la révolution, l'un d'eux vous répond avec aſſurance : *J'appelle philoſophie du 18.me ſiècle, tout ce qui eſt faux en morale, en politique, en légiſlation.* Qu'est-ce à dire ? entendez-vous que le 18.me ſiècle a ſeul produit tout ce qui a jamais été avancé de faux depuis la création du monde jusqu'à présent, et que les autres ſiècles n'ont produit que des vérités ? Cette opinion ſeroit bizarre. Ou bien entendez-vous que le 18.me ſiècle, ayant adopté, profeſſé, conſacré toutes les erreurs des ſiècles antérieurs, les a priſes à son compte, & en eſt reſponſable ? Cela ne ſeroit pas moins étrange, car l'hiſtoire des opinions humaines nous montre bien plus d'erreurs que de vérités tombées dans le mépris et dans l'oubli. Heureusement il n'a exiſté aucun temps, aucun pays qui réunît les erreurs de tous les temps & de tous les pays ; & la France elle-même le plus coupable des pays,

dans le 18.me siècle, le plus condamnable des siècles, n'a pas obtenu un si triste privilége. Si par votre belle définition de la philosophie du dix-huitième siècle, vouz avez voulu qu'on entendît tout ce qui est faux dans les écrits du *18.me siècle*, sur la morale, la politique, la morale et la législation, en ce cas, on peut vous demander d'abord comment vous appellerez la partie de ces écrits qui est juste et vraie? & pourquoi vous n'avez pas réservé à cette partie le nom de philosophie, & pourquoi vous donnez un nom honorable à ce qui ne l'est pas, en le refusant à ce qui l'est? On peut vous demander ensuite ce que vous avez trouvé de faux & d'erroné dans les écrits du 18.me siècle, quelles propositions vous entendez y combattre; car en se déclarant l'ennemi de deux abstractions qu'on appelle l'*erreur*, le *faux*, sans dire à quelle erreur et à quelle fausseté, vous ne faites que ce que tout le monde fait, vous n'avez point d'adversaire, personne n'ayant jamais dit, je veux être avocat de l'erreur & du mensonge, et personne n'ayant jamais pris la défense de quelque erreur ou de quelque mensonge, qu'en se persuadant, ou du moins en déclarant qu'il prenoit la défense de la vérité.

Locke, Montesquieu, Smith, Diderot, Rousseau, Voltaire, le grand Frédéric, ont publié

des ouvrages de philoſophie. Tous ces ouvrages ſi différens, dont pluſieurs même ſont ſi oppoſés, ſont-ils tous & totalement erronés? Si vous n'oſez répondre que oui, dites donc ce que vous y condamnez, ſaiſiſſez les thèſes que vous y jugez fauſſes; déſignez-les, attaquez-les: on ſaura ce que vous voulez dire, à qui, à quoi vous en voulez. Peut-être ſera-t-on de votre avis ſur beaucoup de points, peut-être vous prouvera-t-on que ſur ces points, vous avez été prévenus par des adverſaires plus forts que vous, & dont vous répétez peut-être ſans le ſavoir, et probablement en les affoibliſſant, toutes les argumentations. Mais lorsqu'après avoir déclaré la guerre à la philoſophie, & défié les champions qui peuvent ſe préſenter pour la défendre, vous dites, j'appelle philoſophie tout ce qui eſt faux, il eſt évident que vous évitez miſérablement le combat, en vous déclarant du même ſentiment que vos adverſaires.

Si nous recherchons dans les archives de la faction, ce que c'eſt que la philoſophie moderne, nous trouverons un livre de Rivarol qui nous répondra: La philoſophie moderne, c'eſt « l'ignorance hardie. . . c'eſt l'eſprit d'indépendance, » joint au deſpotiſme des déciſions; c'eſt *l'eſ-*

»*prit d'analyſe, qui emploie partout les diſ-*
»*ſolvans & la décompoſition..... qui tue &*
»*diſſèque les hommes vivans, pour les mieux*
»*connoître*..... c'eſt cet eſprit malfaiſant qui
»trouve tout mal, & qui ne ſe ſoucie point de
»faire le bien... qui ne cherche que le pouvoir
»au lieu du ſouverain bien... qui détruit tout,
»la politique, la morale, la religion, & ſurtout
»les rois... & qui cependant, ſe confondant
»avec la mode, capte & range ſous ſes enſei-
»gnes les courtiſans & les rois... qui bâtit entre
»le tombeau des pères & le berceau des enfans,
»accorde l'amour au futur & à l'inconnu, voue
»la haine aux contemporains... rit des droits de
»la propriété..., & finit par ne trouver qu'un
»labyrinthe au fond d'un abîme...»

Voilà, dit l'auteur, une *pâle copie de ce que tout le monde voit* dans la philoſophie moderne. Si c'eſt là une copie de quelque choſe, c'eſt aſſurément une copie brouillée d'un aſſemblage bien bizarre d'objets bien diſparates; perſonne, ſans doute, n'y reconnoîtra un ſyſtème de philoſophie; ce ne peut être que la copie d'un rêve de l'auteur.

Il eſt bien vrai, pourtant (& nous avons fait cet aveu dans une réponſe que nous publiâmes dans le temps contre l'auteur); il eſt bien vrai,

avons nous dit, que l'eſprit d'analyſe s'eſt introduit dans la philoſophie moderne, & même la caractériſe. Mais qui, par ce mot, a jamais entendu l'eſprit de deſtruction ? « L'analyſe, dit l'auteur, opère en ſens contraire de la nature ; toujours la première décompoſe, & la nature compoſe toujours. » Belle obſervation ! Le travail de la nature conſiſte en décompoſitions comme en compoſitions, puiſque la moitié du monde périt, tandis que l'autre croît : & l'analyſe ne conſiſte pas ſeulement à décompoſer, elle conſiſte auſſi à recompoſer ; car nulle analyſe n'eſt complette que par la recompoſition qui la vérifie, & qui apprend les rapports & les proportions des parties décompoſées. D'ailleurs, le but des décompoſitions ou analyſes, eſt uniquement la compoſition. L'analyſe ne décompoſe, que pour avoir le ſecret des bonnes compoſitions. L'horloger ne prend la peine de décompoſer une montre, que pour la raccommoder, ou pour apprendre à en faire une meilleure ; le chimiſte n'analyſe les ſubſtances naturelles, que pour apprendre à compoſer des remèdes, des alimens, des ſubſtances artificielles, utiles & agréables, ou pour empêcher que les ſubſtances naturelles, mal employées, ne nous nuiſent & ne nous détruiſent. L'anatomiſte ne

diſſèque, *n'analyſe*, que pour apprendre l'art de guérir & de conſerver. A l'égard du politique, du moraliſte, du logicien, que décompoſent-ils ? Eſt-ce, comme le dit Rivarol, les choſes, les ſociétés, l'homme vivant ? Ils décompoſent les idées & les mots, voilà tout ; & à quelle fin ? pour compoſer des jugemens qu'ils comprennent, des diſcours qu'ils entendent, des plans dont ils puiſſent ſe rendre compte, & pour faire ou dire enſuite ce qui eſt bien ; car pour faire le bien & dire ce qui eſt bon, il faut, ce ſemble, ſavoir d'abord ce qu'on veut faire & ſavoir ce qu'on veut dire. Je pourrois demander à l'auteur comment il ſait que l'analyſe décompoſe, ſi ce n'eſt par l'analyſe ; & que la nature compoſe, ſi ce n'eſt par l'analyſe ; & comment il peut nous le dire, ſi ce n'eſt par l'analyſe ; & pourquoi il n'a pas remarqué que l'analyſe n'a d'autre but que la compoſition, & que la nature ne ceſſe de décompoſer, ſi ce n'eſt faute d'analyſe ?

Qu'il eſt facile de jeter au haſard ſur quelques hommes, ſur quelques ouvrages des imputations vagues, & des phraſes déclamatoires, qui ne partent d'aucun principe, ne mènent à aucun réſultat, & ne ſervent qu'à fomenter des paſſions malfaiſantes ! Mais abor-

der franchement une queſtion indéciſe ou mal réſolue, la bien réduire, examiner avec impartialité & préciſion les raiſons des opinions oppoſées, ſaiſir l'erreur, la décompoſer, la rendre ſenſible à tous les eſprits, faire jaillir la vérité de la diſcuſſion, l'oppoſer lumineuſe & frappante à ſes adverſaires, voilà ce qui n'appartient qu'au talent & au ſavoir. Les écrivains des journaux de la faction nous offrent un ſpectacle bien oppoſé. Comme nous l'avons déjà dit, loin de pouvoir ſe meſurer avec les écrivains qu'ils déchirent, ils ſont hors d'état de les entendre, & probablement ne ſe ſont jamais aviſés de les lire. Indignes du titre d'hommes de lettres, ils ſe ſont faits écrivains de parti; incapables de ſervir la raiſon, ils ſe ſont conſtitués vils flatteurs des plus viles paſſions.

On voit aux idées confuſes, contradictoires, abſurdes que les contempteurs de la philoſophie ſe ſont faites de cette mortelle ennemie du pouvoir, avec quelle certitude ils portent leur accuſation! Si l'on conſulte l'hiſtoire du 18.me ſiècle, on pourra prendre à cet égard une opinion plus juſte que ne pourroit en donner une diſcuſſion, dont le moindre défaut ſeroit d'être interminable. Elle apprend que ce qu'on a appelé les philoſophes, ont plutôt mérité le

reproche d'avoir été les partiſans du deſpotiſme, que celui d'avoir provoqué l'anarchie. S'ils ſe ſont trompés en politique, leur erreur a été l'oppoſée de celle dont on leur fait un crime. Voltaire, dans la querelle de la royauté, contre la magiſtrature, le seul corps intermédiaire qui exiſtât alors en France, se déclara pour M. de Meaupou contre les cours de juſtice. Les économiſtes furent les inventeurs du ſyſtême du *despotiſme légal*, dont un orateur du gouvernement a parlé dans la préſente seſſion du corps-légiſlatif, comme d'une offense envers la liberté. A l'époque de la révolution, les hommes les plus marquans de la littérature & de la philoſophie, notamment Marmontel, ſe déclarèrent pour l'autorité royale, même contre les états-généraux. M. de Laharpe fut le seul homme remarquable de ce parti qui ſe jeta dans le jacobinisme; il y fut, à la vérité, un des premiers, ensuite un des plus violens: mais M. de Laharpe a bien prouvé, par la sincérité de sa foi, pendant les ſix dernières années de ſa vie, que s'il a, pendant quarante ans, affiché la philoſophie, c'a été sans en être corrompu le moins du monde.

Il y a sans doute, dans tous les pays de la terre, des eſprits qui ſe tournent vers les

affaires publiques, leſquelles, au fonds, n'ont d'autre objet que les intérêts particuliers. Les uns s'y attachent par goût, comme à une occupation noble & intéreſſante ; d'autres comme à un moyen de gloire & de conſidération ; d'autres comme à un moyen d'honorable avancement ; d'autres comme à un moyen de gagner de l'argent ; d'autres, par habitude ou par eſprit de parti : & ceux-ci ſont les plus nombreux, à la ſuite d'une révolution, qui a donné à la multitude la préſomption de s'ingérer dans le maniement des affaires publiques.

Quand les nations ſont éclairées, ces hommes affluent, & prennent un ton & un langage convenables aux temps : le ton & le langage de la raiſon, de l'amour des hommes & de la patrie, en un mot le langage de la philoſophie : ils le prennent tous, depuis l'homme de génie déſintéreſſé, qui a découvert, pour un ſiècle à venir, des moyens de proſpérité, dont il ne demande aucune reconnoiſſance à ſes contemporains, juſqu'au plus petit réformateur des finances, qui ſollicite une place dans les douanes, ou une croupe dans une régie compoſée.

Que conclure de là ? Que la philoſophie ſe croit en droit, & s'eſt miſe en poſſeſſion de réformer les états, & de troubler les gouver-

nemens ? Cette concluſion ne ſeroit nullement raiſonnable. Un rêveur, un ambitieux, un intrigant, un factieux ont beau ſe parer de phraſes philoſophiques, la philoſophie n'eſt pour rien dans leurs grands projets de réformations. Rien ne peut empêcher que la philoſophie, comme la religion, ne ſerve de manteau à l'hypocrite & au charlatan. Rien ne peut empêcher qu'un aſſaſſin de la St.-Barthélemy, ne diſe : je tue au nom de la religion, comme un aſſaſſin du temps de la terreur, je tue au nom de la raiſon. La raiſon & la religion en ſeront-elles moins reſpectables ? en ſeront-elles moins deux grandes autorités qui conduiſent au même but, par les mêmes voies, l'une tirant ſa force d'une ſource ſacrée, & frappant à-la-fois l'imagination & le cœur, l'autre cherchant ſes armes dans l'intérêt bien entendu, et s'adreſſant à la réflexion ?

Le moyen de réprimer les entrepriſes contraires au bien public, qui peuvent être préſentées ſous des couleurs religieuſes ou philoſophiques, eſt bien ſimple, c'eſt de chercher le factieux, l'intrigant, le perturbateur, ſous le manteau du chrétien ou du philoſophe. Toujours c'eſt au coupable qu'il faut faire le procès, & non pas au manteau dont il s'eſt

couvert ; car la ſeule raiſon qu'il ait eue de prendre ce manteau, c'eſt qu'il couvre, pour l'ordinaire, d'honnêtes gens dont il ne faut pas riſquer l'exiſtence pour ſe défaire des gens dangereux.

Après avoir nettoyé la diſcuſſion de tout le galimathias qu'on a fait ſur la philoſophie, revenons au véritable point de la queſtion; elle eſt purement de fait; elle eſt de ſavoir ſi les journaliſtes qui décrient la révolution ſont amis du gouvernement actuel, & ſi les hommes honnêtes de la révolution en ſont les ennemis.

Il y avoit, du temps de Charlemagne, de grands amis du pouvoir.... de Chilpéric.

Il y avoit, du temps de Hugues-Capet, de grands amis du pouvoir.... des Carlovingiens.

Et tous ces amis-là traitoient le pouvoir de Hugues, de Charles, d'uſurpation. M. Ferrand, le grand homme de nos journaliſtes, comme Monck eſt le grand homme de M. Ferrand, eût été un de ces amis-là : Pepin & Charlemagne ne ſont, à ſes yeux, que des uſurpateurs, & il ne leur en épargne pas le titre.

Nos journaliſtes ne ſeroient-ils pas auſſi de ces amis-là, ainſi que l'armée de Condé qui étoit compoſée de grands amis du pouvoir de Louis XVI ?

D'un autre côté, nous l'avouons ſans héſiter, il y avoit parmi les compagnons d'armes de Charlemagne, de Hugues-Capet, des braves qui s'étoient laſſés de ſervir obſcurément ſous des rois fainéans, et qui étoient les ennemis d'un pouvoir qui, après avoir tenu les citoyens dans l'abaiſſement, s'étoit dégradé lui-même. Il y avoit parmi les magiſtrats & les conſeils, des hommes qui, voyant un pouvoir tyrannique, déprédateur, quelquefois ſanguinaire, avoient deſiré qu'il changeât de nature, & par cette raiſon, qu'il paſſât en d'autres mains, cette dernière condition étant néceſſaire à l'accompliſſement de la première. Ces hommes ne reſſembleroient-ils pas beaucoup à nos *philoſophes ?*

Mais parlons ſans figure, expliquons-nous ſans détour.

De quel pouvoir s'agit-il ?

Qui êtes-vous ? à quel pouvoir prenez-vous intérêt ?

Qui ſont les philoſophes ? A quel pouvoir eſt lié le ſort des hommes que vous appelez ainſi, c'eſt-à-dire des hommes honnêtes & raiſonnables de la révolution ?

Et d'abord, de quel pouvoir s'agit-il ? Vous allez répondre du *pouvoir légitime*. Mais qu'eſt-ce que le pouvoir légitime ? Eſt-ce le pouvoir

existant ? eſt-ce le pouvoir *aboli* ? eſt-ce le pouvoir créé par le peuple français ? eſt-ce le pouvoir transmis autrefois en héritage, comme une propriété féodale ?

A en juger par vos actions, c'eſt au pouvoir de l'ancien régime que vous êtes dévoués, puiſque vous êtes & vous vantez d'être les ennemis invariables & immaculés de la révolution, puiſque vous n'avez pas à vous reprocher de lui avoir fait un ſacrifice, rendu un hommage, & que vous pouvez défier de citer une action que vous ayiez faite pour l'honorer.

A en juger par votre doctrine, c'eſt du pouvoir aboli que vous êtes occupés, puiſque vous croyez, puiſque vous oſez ſoutenir que la révolution est détruite, & que le pouvoir que nous croyions aboli, eſt rétabli maintenant, & en pleine vigueur.

A en juger enfin par votre affectation à remettre ſans ceſſe ſous nos yeux le tableau du régne de Louis XIV ; à nous rebattre les oreilles des *grandes* choſes, des *grands* noms, des *grands* perſonnages, du *grand* ſiècle auquel il a donné ſon nom ; à nous montrer autour de ſa perſonne, des modèles de tous les talens, de toutes les connoiſſances, de toutes les vertus,

pour tous les emplois, toutes les magiſtratures, toutes les dignités; à nous faire voir dans les uſages de ſa cour, juſques dans les modes dont elle fut l'arbitre, des modèles de la magnificence, de la politeſſe & du goût, dans ſes ſujets les modèles de la ſoumiſſion & de l'obéiſſance; à en juger, diſons-nous, par cette profuſion d'éloges ſans meſure, que vous donnez ſans ceſſe au *grand ſiècle*; on pourroit croire que votre ſecrète intention eſt de nous faire rougir du préſent plutôt que de nous inſtruire du paſſé, & de venger le pouvoir de Louis XIV, plutôt que de ſervir le pouvoir exiſtant.

Cependant, ſur ce point, nous ne voulons pas tirer de conſéquences trop générales. Pluſieurs des prôneurs du *grand ſiècle*, ſont des hommes ſans expérience, qu'entraîne une imagination ſenſible aux *beautés poétiques* de ce ſiècle, & qui ſe perſuadent qu'en faiſant reſpecter le pouvoir dans la majeſté de Louis XIV, dans la gloire de ſon règne, ils le font reſpecter dans le ſuprême magiſtrat qui nous gouverne, & que remettre en honneur la ſubordination & les principes du dix-ſeptième ſiècle, c'eſt aſſurer l'autorité qui doit gouverner le dix-neuvième.

Cette opinion pourroit être juſte dans 50 ans, quand la génération qui a préſente à l'eſprit l'an-

cienne royauté, & qui eſt gouvernée par les anciennes habitudes de la monarchie, ſera éteinte ; quand les noms des héros de la révolution ſeront conſacrés à l'immortalité, & que leurs titres ne pourront plus être conteſtés par l'envie ou rabaiſſés par des vanités inſolentes ; en un mot, quand la révolution ſera au-deſſus de toute atteinte. Mais, immédiatement après cette révolution qui eſt preſque flagrante encore, quand toute l'ancienne nobleſſe de France & les Bourbons ſont là, le cœur gros de leurs regrets & la tête échauffée de leurs prétentions, cette opinion eſt abſurde. Dans un tel état de choſes, il eſt impoſſible de rappeler à l'ancienne ſoumiſſion, ſans rappeler vers l'ancienne domination, & de remettre en ſcène les anciens *maîtres*, ſans faire revivre les habitudes des anciens ſujets. Diſons plus : il eſt impoſſible de rappeler de certaines habitudes, ſans rappeler toutes les autres ; car les habitudes ſe tiennent, & leur liaiſon, leur mutuelle dépendance eſt elle-même une habitude.

Il faut ouvrir les yeux à la vérité : Louis XIV ne pourroit être recommencé que par un de ſes deſcendans * ; ſa cour, ſon ſiècle ne pourroient

* On a dit que tous les grands hommes étoient de la même famille. Cela eſt vrai aux yeux de la patrie, être

être reproduits que par ſa nobleſſe & ſon clergé. La grandeur apparente ou réelle de l'homme, la grandeur du ſiècle réſultèrent de l'enſemble des choſes, des perſonnes, des opinions qui exiſtoient alors. Quand vous évoquez l'ombre de Louis XIV, ne voyez-vous pas qui elle protége? Quand vous évoquez l'ombre du grand Condé, ne voyez-vous pas qui elle ramène dans ce palais, où les organes du peuple règlent aujourd'hui nos deſtinées? Quand vous évoquez l'ombre de Boſſuet, ne la voyez-vous pas qui cherche ces bancs où le clergé de France balançoit les droits du prince, & ſe préſervoit des charges du peuple? Eh! qu'avons-nous beſoin, après tout, de l'autorité du ſiècle de Louis XIV? Encore une fois, le clergé n'eſt plus un état dans l'état, un empire dans l'empire; c'eſt une ſimple corporation religieuſe. Elle n'eſt plus un autre corps dans l'état, ni un groupe de privilégiés autour de l'autorité, cette nobleſſe qui avoit à faire valoir près des Bourbons & ſes ſervices & ceux de ſes pères pour les aïeux du monarque régnant. La légion

---

de l'humanité & de la poſtérité. Cela eſt faux aux yeux des membres dégénérés & déshérités des anciennes familles, & de leurs partiſans.

d'honneur ne fait pas ſuite à l'ancienne nobleſſe *. Le conſulat ſuprême, ou ſi l'on veut un autre mot, la monarchie républicaine, ne fait pas ſuite à la royauté féodale; le ſuprême conſulat, ouvrage de tous les Français, & protecteur de tous, n'a rien de commun avec la royauté protectrice des priviléges héréditaires. Il gouverne des citoyens, elle commandoit à des vaſſaux, à des ſujets. L'autorité conférée par l'élection du peuple ne fait point ſuite à l'autorité tenue à titre d'héritage féodal. La prérogative de nommer un ſucceſſeur, qui à ſon tour nomme le ſien, cette eſpèce d'hérédité imparfaite, qui a été

---

* Si notre ſyſtème politique pouvoit admettre une claſſe intermédiaire, expédient qui aujourd'hui n'auroit pas l'utilité qu'il peut avoir eue en d'autres temps, encore faudroit-il qu'elle fût peu nombreuſe, compoſée d'hommes dont l'exiſtence comptât de la même époque que le gouvernement; il faudroit qu'elle fût pour ainſi dire éclose des mêmes circonſtances que lui, intéreſſée comme lui à la deſtinée des principes & des perſonnes qui ont contribué à ſon développement. Il faudroit que dans un ſiècle, dans deux ſiècles, les familles diſtinguées diſputaſſent de la prééminence des ſervices rendus par elles à BONAPARTE & ſes ſucceſſeurs, comme dans le temps de la royauté elles diſputoient de l'éclat des ſervices rendus aux Bourbons par les hommes dont les Bourbons ſe montroient eſcortés dans l'hiſtoire.

inſtituée pour préſerver à jamais la France du retour des Bourbons, pour nous ſervir de *palladium* contre les dangers d'une contre-révolution, ne fait point ſuite aux titres des Bourbons. La révolution de 89 a fait de la France une *nation*; celle du 18 brumaire en a fait *la grande nation*. La grande nation eſt autre choſe que le peuple du dix-ſeptième ſiècle. Le dix-neuvième ſiècle n'eſt pas borné au ſimple héritage du dix-ſeptième. Il tient bien autre choſe de lui-même.... Mais que parlons-nous du dix-neuvième ſiècle? Il n'y a pas de dix-neuvième ſiècle! Le ſiècle de Louis XIV eſt le dernier de l'ère de Charlemagne: le ſiècle où nous vivons eſt le premier de l'ère de BONAPARTE. La nation, en le nommant ſon chef pour la vie, en confiant d'avance ſes deſtinées au ſucceſſeur qu'il aura choiſi, lui a donné ce ſiècle, une ſuite de ſiècles à remplir de ſon nom, de ſes œuvres, de ſa puiſſante influence. Il n'eſt pas chargé d'achever les deſtinées de Louis XIV, il doit commencer les ſiennes. Non, le ſiècle naiſſant n'élèvera pas de nouveaux monumens à la gloire de ce monarque; il ne paiera de tribut d'admiration & de reconnoiſſance qu'à celui de qui il doit recevoir du bonheur & de l'éclat. Eh pourquoi donc ne voir dans le plus long avenir que des traces du paſſé? N'y

découvrez-vous rien de plus grand & de plus important encore ? Les choſes dont vous êtes les témoins ne vous annoncent-elles pas celles qu'il faut attendre ? Et ne pouvez-vous tourner d'avance vos regards vers ces temps qui captiveront les regards de la poſtérité ?

Ah ! ſi vos penſées reſſembloient à celles de tant de bons citoyens, au lieu de vous occuper avec une ſollicitude ſi extraordinaire de la queſtion de ſavoir qui nous rendra Louis XIV, vous demanderiez qui continuera Bonaparte, qui ſera le conſervateur de ſon ouvrage, quel homme, quelle ſuite d'hommes animés de ſon eſprit, perſonnellement intéreſſés à la gloire de ſon nom, engagés comme lui au ſoutien des patriotes qui lui furent dévoués, aſſureront aux générations à venir, porteront à la poſtérité, conſacreront à l'immortalité les bienfaits de ſon gouvernement. Au lieu d'opprimer, d'étouffer le préſent ſous le paſſé, vous ſongeriez à lui donner un long avenir; vous demanderiez un *ordre légal des perſonnes* adoptées par la révolution, à la place de celles qu'elle a répudiées; & dans les élans d'un zèle peut-être indiſcret, mais pur & ſincère, vous auriez recours aux maximes de l'hérédité, non pour les oppoſer au gouvernement actuel, comme l'a fait

M. Ferrand, mais, au contraire, pour les oppoſer aux anciennes prétentions, non pour en armer les aſſaſſins que Londres & Varsovie vomiſſent à Paris, mais pour en couvrir le chef de l'état, & prévenir, autant qu'il eſt poſſible, de nouveaux attentats, en les rendant inutiles. Mais nous nous ſommes écartés de notre objet : nous avons vu ce que c'eſt que le zèle du parti pour le pouvoir. Voyons ce que c'eſt que la prétendue inimitié des philoſophes.

En prouvant qu'il ſubſiſte une révolution, que ſes principes ſont fixés, ſont en honneur, que ce que vous appelez philoſophes ſont les hommes attachés à ces principes, nous avons aſſez prouvé que ces philoſophes aiment le gouvernement actuel, aiment le pouvoir inſtitué par la révolution. Ils l'aiment comme leur ouvrage. S'ils ne l'ont pas ſeuls conféré, c'eſt qu'ils ne ſont pas toute la nation : Mais ce ſont eux qui ont appris, qui ont donné à la nation, le principe de la ſouveraineté, d'où eſt venu le pouvoir qui la repréſente ; ils en ont provoqué l'exercice, pour cette grande délégation. Ils aiment le gouvernement par intérêt, parce qu'ils lui doivent leur ſûreté, parce qu'ils en tirent de la conſidération, du bien-être, parce qu'ils lui doivent l'honneur

de servir la patrie ; ils l'aiment, puisque le gouvernement a jugé qu'il étoit aimé d'eux... Mais à qui donnent-ils ces assurances ? Est-ce à des gens qui, par des preuves signalées de zèle & d'amour pour le gouvernement, ayent acquis le droit de juger les preuves des autres ?

Dans la feuille du 28 pluviôse, le rédacteur du journal des Débats répond à l'article inséré dans le journal de Paris le 27. Il déclare que quand il a dit : La gloire du gouvernement est d'avoir anéanti la révolution & d'en avoir flétri les principes, *il a voulu dire : La gloire du gouvernement est d'avoir anéanti tout ce qui étoit contraire à la révolution, & d'avoir flétri les principes qui lui étoient opposés. Il assure que quand il a dit :* Il est de l'intérêt du gouvernement que la haine de la révolution & de ses principes soit gravée dans tous les cœurs ; *il a entendu : La haine de tout ce qui a gâté la révolution, & des obstacles qui se sont opposés à l'accomplissement de ses principes.*

Ces interprétations ont paru une promesse d'amendement pour l'avenir, plutôt qu'une justification pour le passé ; & à ce titre elles ont été reçues sans contestation. Cependant restoit

encore à venger le gouvernement de l'injure que lui avoit faite le journal des Débats, en mêlant ſans ceſſe l'éloge du chef de l'état avec l'outrage contre les citoyens; & de déprévenir quelques dupes de l'idée que le gouvernement avoit autoriſé le ton & le langage des rédacteurs. Ce fut dans cette vue que le journal de Paris publia l'article qu'on va lire.

DES ELOGES donnés au chef de l'état par les journaux détracteurs des citoyens.

Extrait du Journal de Paris du 4 ventôſe.

Un troiſième expédient de la faction pour prouver qu'elle ne veut pas la ruine du gouvernement, c'eſt d'adreſſer de fréquens hommages au chef de l'état. Mais de quoi louent-ils le chef de l'état, de quelle manière, ſur quel ton le louent-ils?

Ils le louent de tout ce qui leur paroît être un acheminement vers l'ancien ſyſtême de gouvernement, de mœurs & de manières qui régnoient en France il y a 15 ans; & de tout ce qui leur paroît être l'aplaniſſement des obſtacles qui pourroient empêcher ce retour. Ils le louent en dénaturant ſans ceſſe les choſes qu'ils louent, en y voyant ce qu'ils y cherchent,

en y montrant ce qu'ils y veulent voir, en supposant, dans une chose qui doit être agréable à tous, le germe d'autres qui seroient odieuses au plus grand nombre. Ils le louent en attaquant le système entier d'idées, d'opinions, de mœurs sur lequel repose le sort de la république, en déprimant les hommes ainsi que les choses de la révolution, en écartant tous les talens de la carrière des lettres, en affligeant & insultant ceux qui parcourent la carrière des sciences, en offensant, d'une manière sensible, quoique indirecte, nos guerriers, nos magistrats, par les injures dont ils flétrissent le siècle qui a transmis aux uns cette émulation de l'égalité, d'où sont venues la force & la gloire de nos armées, aux autres les lumières qui concourent aujourd'hui au rétablissement de notre prospérité, & secondent si puissamment le glorieux restaurateur de la France ! En un mot, ils le louent comme d'un sage & généreux interrègne ; ils le louent comme M. Ferrand l'a loué, & comme Louis XVIII le loueroit lui-même, s'il faisoit un journal à Paris.

Ce qu'il y a de plus offensant, c'est qu'ils s'expriment en hommes qui ont le secret de l'état, & l'aveu du pouvoir : à peu près comme ces prêtres qui recueilloient les oracles en donnant

l'encens. Ils placent des ſous-entendus dans tous leurs éloges. De perfides inſinuations ſuivent ou précèdent toujours leurs hommages.

Quelquefois même, il ſembleroit, à les entendre, que le gouvernement ne travaille que pour leurs paſſions, & que chacun de ſes actes leur donne ou leur promet un triomphe; auſſi le louent-ils ſouvent, en gens qui récompenſent l'autorité de ce qu'elle fait pour contenter leur animoſité, & qui dirigent ce qu'elle doit faire encore; ils louent de ce qu'ils eſpèrent, plus encore que de ce qu'ils ont obtenu; ſachant très-bien que l'éloge de ce qu'ils eſpèrent eſt, pour les bons citoyens, la menace de tout ce qu'ils redoutent. En uniſſant par une ſorte d'adultère forcé, & preſque ſacrilége, l'éloge du chef de la république, à l'inſulte contre le citoyen, ils ont l'air d'avoir trouvé dans la penſée de celui qu'ils louent la condamnation de ceux dont ils parlent; & le citoyen s'afflige ſans oſer ſe plaindre. Enfin, la perſévérance & la violence de leurs attaques, qui contraſte ſi étrangement avec la modération du gouvernement, les aide encore, par cette oppoſition même, à faire croire que leur langage eſt autoriſé.

Il y a ſix ſemaines, une foule de bons citoyens étoient en alarmes, & ſe communiquoient

ſecrètement leur profonde inquiétude : ô honte ! c'étoit un article du plus vil des Journaux, qui avoit jeté le trouble dans leurs ames, en mêlant à des menaces contre les citoyens l'éloge du PREMIER CONSUL ! Il rendoit compte d'une repréſentation de Britannicus. Après avoir cité ces vers :

Quel plaiſir de penſer & de dire en ſoi-même,
Par-tout en ce moment on me bénit, on m'aime.

il dit, « l'application que le public en a faite »au chef de la république françoiſe, eſt le plus »digne prix de ce qu'il a fait *pour* NOUS pendant »quatre ans, le plus puiſſant *ENCOURAGEMENT* »*aux* NOUVEAUX BIENFAITS *qu'il* NOUS »*deſtine*, *& dont l'heure approche.* Nous les »attendons avec impatience, mais ſans inquié»tude ; *La main dont ils doivent partir eſt ſûre* »*DE SES COUPS.* »

On ſe demandoit de quoi s'agit-il donc ? Quel eſt cet événement qui doit être un *bienfait* pour les auteurs du journal des Débats, & qui doit partir d'une main *ſûre de ſes coups*, c'eſt-à-dire, d'une main qui doit frapper d'un côté, en verſant le bien de l'autre ? *quels coups* ſeront frappés ? quel événement heureux pour les contempteurs de la république,

doit frapper ſes amis ? Un événement dont l'attente réjouit ſi profondément l'ennemi de tous les citoyens peut-il être autre choſe qu'un malheur pour les citoyens ? Les eſprits éclairés ſe raſſurèrent bientôt en voyant dans ces paroles une inſolente répétition des inſolentes paroles, où M. Ferrand (dans ſon livre ſi cher à la faction,) repréſente *le mortel aſſez heureux pour être un Monck ſecond, ſe réſervant à lui ſeul de connoître le ſecret & le moment de placer la clef de la voûte, pour couronner ſon entrepriſe ;* & l'on finit par confondre dans le même mépris la PROPHÉTIE du journal, & ſes auteurs.

Mais laiſſant de côté le ſens de leur phraſe, de quel droit des hommes ſans aveu annoncent-ils à la nation françaiſe les projets & les vues du gouvernement ? De quel droit en menacent-ils les uns, en flattent-ils l'eſpérance des autres ? De quel droit s'annoncent-ils comme les confidens de ſes penſées, & ſe font-ils miniſtres de craintes & d'eſpérances ? A quel grand fonctionnaire de l'état ſeroit-il permis d'agiter ainſi l'opinion publique, de mettre en travail tous les eſprits, de jeter l'inquiétude & la triſteſſe dans les ames ? Comment ne s'eſt-il élevé juſqu'à préſent aucune voix contre cette inſolente jon-

glerie qui a ſi long-temps compromis le gouvernement & jeté une partie de la France dans une honteuſe déception ! Pourquoi ſommes-nous les premiers dans cette arêne où l'intérêt public en appeloit tant d'autres avant nous ! Eſt-ce parce qu'il n'y avoit aucun danger perſonnel à braver, en attaquant une ſi miſérable faction ; & qu'on s'embarraſſe peu d'être utile ſi l'on ne peut auſſi prétendre aux honneurs du courage ?

Eſt-il néceſſaire de le dire ?..... Les louanges de ces hommes sont meurtrières pour le gouvernement, contre qui ils tournent l'influence et l'autorité qu'exercent toutes les paroles & toutes les opinions que le public croit appartenir au PREMIER CONSUL ; elles ſont meurtrières pour le PREMIER CONSUL même, car en annonçant et en préparant le retour à l'ancien régime, elles font deſirer l'accélération de la marche des choſes, et la prochaine fin d'un interim qui, quelque doux qu'il ſoit, laiſſe toujours le mal de l'incertitude ; elles ſont meurtrières pour le PREMIER CONSUL, en ce que déprimant, rabaiſſant tout ce qui l'entoure, elles montrent aux ennemis de l'état, comme nous l'avons déja dit tant de fois, le point où il ſuffit de frapper pour tout détruire ; elles lui ſont

contraires alors même que mêlées à d'humbles rétractations, elles ont l'air d'implorer un refuge contre l'indignation publique ; car, ce n'eſt pas lorſque des daves inſolens, fuyant le fouet vengeur, embraſſent la ſtatue des dieux, que les adorateurs ſe preſſent avec le plus de reſpect & d'amour autour d'elle.

Quels aimables ſignes, quels heureux effets diſtinguent les éloges donnés par une affection ſincère, éclairée, vertueuſe, de ces éloges donnés par des paſſions malfaiſantes, qui ne flattent jamais la puiſſance ſans menacer la foibleſſe, ne montrent les vertus du chef de l'état, que comme une arme à leur uſage, n'en félicitent un parti qu'en faiſant trembler l'autre, ne parlent de ſa bonté que comme d'une faveur réſervée à peu d'élus, & ne montrent dans ſa juſtice, qu'une ſévérité terrible au plus grand nombre ! Que les éloges de l'homme éclairé, probe, affectionné, ſont différens ! Leur but eſt moins de plaire que de ſervir ; ils tendent moins à ſatisfaire celui à qui ils s'adreſſent, qu'à le rendre plus cher à ceux qui l'aiment, à le montrer plus grand aux yeux de ceux qui l'admirent, à ramener à lui les ingrats qui le méconnoiſſent, à vaincre les préventions de ſes ennemis, à inſpirer plus de reſpect à ſes détracteurs, à le montrer plus digne des hommages

de tous ; ils tendent à accroître ſes forces, en le faiſant jouir de tous ſes droits ſur l'amour du peuple, ſeul fondement ſolide du pouvoir ; & à l'accroiſſement de ſes droits, par la jouiſſance des forces qu'il a tirées de l'amour du peuple. Cette louange, dans laquelle ne peut entrer l'adulation, ces éloges, qui, n'admettant rien de ce qui pourroit offenſer les citoyens, ne peuvent rien admettre de corrupteur pour le pouvoir, ont toujours pour objet les actions que tout le monde bénit, les diſpoſitions auxquelles tout le monde a intérêt, les qualités que tout le monde aime. Dans des temps qui ſuivent de près les diſcordes publiques, l'homme affectionné exalte, non ce que le chef de l'état fait pour un parti, mais ce qu'il fait pour la réunion de tous, il exalte ſa modération, ſon impartialité, ſa prudence. Ses éloges ne ſont que des hommages aux vertus, aux actions qui font le bonheur de tout le monde, & des avertiſſemens donnés à la gratitude publique qui fait le bonheur des puiſſans vertueux. Non content d'éviter tout ce qui pouroit effaroucher ou aliéner quelques eſprits, l'homme affectionné s'attache de plus à tout ce qui peut diſpoſer tout le monde à remarquer, à bien ſentir ſes éloges. Il compoſe l'écrit où il a eu l'intention de les dépoſer avec

plus de dignité, de douceur, de perſuaſion, de recueillement, qu'il n'en eût apporté peut-être ſans ce motif. Il ne veut offrir ce dépôt qu'à des regards bienveillans & reſpectueux. Il reſpecte, pour inſpirer le reſpect, il eſt affectueux, pour préparer à l'affection. On le voit occupé du ſoin de plaire lui-même, pour ne rien faire perdre au lecteur du plaiſir de contempler ſon héros. On le voit jaloux de conſidération, pour ne point affoiblir les hommages qu'il veut lui attirer; il a beſoin de ſe ſentir digne d'éloges pour ne pas ſe croire indigne de louer.

Autant les citoyens ſe plaiſent à unir leur voix à cette voix amie pour célébrer le chef de l'état, & à confondre leurs éloges avec ceux qu'elle donne à ſes vertus, à ſes actions, autant ils ſe révoltent contre les louanges d'où ſortent pour eux la menace & l'outrage, & qui ne ſont pas moins offenſantes pour celui qui en eſt l'objet, que pour ceux qui les liſent.

Tout ce qui eſt contraire au PREMIER CONSUL eſt contraire à la patrie. Et, par cette raiſon, les éloges de la faction ont été un de mes motifs pour l'attaquer. Certes, il étoit temps, il étoit urgent de le faire, il y a ſix ſemaines, quand je l'ai entrepris; il étoit temps de raſſurer les amis de la

patrie à l'approche du moment où le chef de l'état devoit s'exposer pour la république, à de nouveaux périls, où Londres, Edimbourg & Varsovie devoient vomir à Paris des assassins; il étoit temps alors de faire cesser des incertitudes que vous aviez semées, de réfuter des opinions que vous aviez accréditées; il étoit temps de prouver que la révolution n'étoit point anéantie, que ce que vous entendez par *l'ordre légal des choses* n'étoit point rétabli, comme vous le disiez avec M. Ferrand, & qu'ainsi *l'ordre légal des personnes* n'étoit point prêt à revenir, comme bien des gens pouvoient le croire d'après vous & lui; il étoit temps de frapper sur des opinions qui, en provoquant un second *Monck*, devoient en faire naître plusieurs...; il étoit temps, & je l'ai saisi par honneur, par devoir, j'ajouterai, sans rougir, par intérêt; car tout ce que je suis, tout ce qui m'appartient, tout ce que j'aime, tout ce que j'honore est engagé dans la révolution. Je l'ai saisi, ce moment, après m'être assuré toutefois que mon attaque même protégeroit votre existence contre votre longue persévérance à nuire; après avoir établi que réfuter & démentir vos discours & vos insinuations étoit utile, & assuré le chef de l'état que vous supprimer seroit dangereux; après

avoir

avoir prié par écrit le directeur de la police, le jour même de sa nomination, de ne point intervenir dans un procès où il s'agissoit d'éclairer le public, & de ne pas m'exposer à rougir de mon dévouement par des rigueurs que mes écrits paroitroient avoir provoquées.... Je l'ai saisi, & j'ai recueilli d'heureux fruits de mon entreprise : la révolution a été vengée de vos outrages, & le gouvernement l'a été de vos éloges ; les bons citoyens m'ont applaudi & ont repris courage ; des paroles patriotiques sont sorties de plusieurs bouches habituées à maudire la république ; vous avez rétracté vous-mêmes vos discours ; vous avez loué des hommes à qui vous prodiguiez d'autant plus l'insulte, qu'ils méritoient plus vos respects ; vous critiquez avec plus de décence & de ménagement ; plusieurs de vous se taisent. Que pouvoit desirer de plus un citoyen qui vouloit confondre votre impudence, & faire honte aux honnêtes gens de leur crédulité ?

POST-SCRIPTUM.

Le Rédacteur du Journal des Débats s'est violemment récrié dans la Feuille du 4 ventôse, contre le rapprochement que nous avons fait

entre l'annonce du *Bienfait* qu'il attendoit du PREMIER CONSUL, & dont l'heure, disoit le journal, approche, & le passage du livre de M. Ferrand, où cet écrivain annonce un Monck second, lequel se réserve la connoissance du moment convenable pour placer *la clef de la voûte*. Personne n'a douté, dit le Rédacteur du Journal des Débats, que le bienfait dont nous parlions, ne fût *l'expédition d'Angleterre, dont les apprêts se poursuivent avec la plus grande célérité*. D'abord, on n'a jamais appelé bienfaits des expéditions militaires, des victoires, des conquêtes, quelque glorieuses & quelque utiles qu'elles aient pû être. Les bienfaits sont les actes de la bienfaisance; les expéditions militaires sont des actes de la politique, du génie guerrier, de la vaillance. Il auroit été aussi ridicule de dire Guillaume le bienfaisant, que de dire Stanislas le conquérant. Il étoit donc fort naturel que tous les lecteurs du Journal des Débats n'attachassent pas l'idée d'une conquête au mot de bienfait. On ne devoit pas s'attendre à trouver un contre-sens dans un article de critique littéraire, dont l'auteur, impitoyable régent, a tous les matins la férule levée sur tous les hommes-de-lettres.

Secondement, il est de fait qu'un grand nombre de lecteurs cherchèrent avec inquiétude le sens

de l'article dont il s'agit, & qu'ils s'alarmèrent des idées qui s'offrirent à leurs eſprits, lorſqu'ils conſidérèrent le plaiſir que reſſentoit l'auteur de l'article, tant il inſpire de confiance aux bons citoyens.

En troiſième lieu, il étoit fort naturel que les perſonnes à qui le mot de bienfait ne préſentoit pas l'idée de l'expédition d'Angleterre, cherchaſſent le ſens de ce mot entre les idées que l'on peut regarder comme les plus familières & les plus agréables aux auteurs du journal, entre celles où conduiſoient leur grand syſtème de flétrir les principes de la révolution, & de ramener *l'ordre légal des perſonnes par l'ordre légal des choſes*, ainſi que l'a conçu ce M. Ferrand, tant admiré, tant loué dans le Mercure & dans le Journal des Débats. C'étoit dans des idées de ce genre qu'il étoit raiſonnable de chercher l'explication du mot de bienfait; car il eſt fort raiſonnable d'interpréter les paroles obſcures par les ſentimens connus de ceux qui les profèrent, comme de juger des ſentimens des hommes par leur langage habituel & l'enſemble de leur conduite.

Eh ! quelle qu'ait été la juſteſſe ou l'erreur de notre interprétation, qui voudra écouter les plaintes d'hommes dont les écrits n'ont ceſſé

512

depuis deux ans de corrompre l'eſprit public, de ſuſciter une funeſte réaction du parti vaincu ſur le parti victorieux, de miner l'autorité, & d'humilier tous les amis de la république; d'hommes qui ont fermé l'accès des lettres, ſeul domaine où ils aient pu mettre le pied, à tous les talens engagés à la révolution, ſe ſont arrogé le droit de vie & de mort ſur tout écrivain qui oſeroit franchir leurs barrières, ont voulu étouffer dans le ſiècle où nous vivons, les talens hérités du ſiècle où nous avons vécu, ſe rendre maîtres de ce ſiècle naiſſant, le mettre en quelque ſorte en interdit, le tenir dans une eſpèce d'excommunication avec le paſſé & l'avenir, juſqu'au moment qu'il leur a plu ſans doute de marquer pour ſa réintégration ?

F I N.